

### Congo - Russie

# Denis Sassou-Nguesso en visite d'Etat chez Vladimir Poutine



Les Présidents Sassou-Nguesso et Vladimir Poutine

(P. 3)

### 1<sup>er</sup> mai, fête des travailleurs

## Les organisations syndicales ont battu le pavé

(P. 3)

Thierry Lézin Mougalla, ministre de la communication et des médias

«Sans presse libre et responsable, il ne peut y avoir ni paix durable, ni démocratie vivante, ni développement inclusif»

(P. 7)

### Journée mondiale de la liberté de la presse

## Le Jec a fait entendre sa voix dans la protection des journalistes

(P. 5)

**CANAL+** CHAMPIONS LEAGUE

LES PHASES FINALES DES LE 5 MAI SUR CANAL+ SPORT

Premier League LALIGA LIGUE 1 M Emirates FA CUP

**EN MAI, NE SOYEZ PAS HORS-JEU**

**LE DECODEUR HD 1 000 F.CFA TTC\*** PARABOLE 1 000 F.CFA + INSTALLATION OFFERTE

**TOUTES LES CHAINES + DSTV ENGLISH PLUS 2 000 F.CFA TTC\*\*** POUR DE PLUS SUR VOTRE REABONNEMENT

92 92 CANAL+ CONGO

**PILIER DE L'INDUSTRIE CONGOLAISE DEPUIS 23 ANS**

EXPLOREZ CE QUE L'INNOVATION AGRO-ALIMENTAIRE A DE MEILLEUR !

GLOBALINE LAL PETILLANTE

06 888 12 84 www.globalinecongo.com

**OFFRE FIT** 10 Mb/s EN ILLIMITÉ ABONNEMENT MENSUEL 15 000 F.CFA

INSTALLATION DE LA BOX OFFERTE 5 000 F.CFA

- STREAMING, RÉSEAUX SOCIAUX, MESSAGES ET APPELS VIDÉO EN ILLIMITÉ.
- RECOMMANDÉE POUR CONNECTER JUSQU'À 5 APPARELS EN SIMULTANÉ.

**OFFRE START** 50 Mb/s EN ILLIMITÉ ABONNEMENT MENSUEL 25 000 F.CFA

INSTALLATION DE LA BOX OFFERTE

- STREAMING DE TOUTES VOS VIDÉOS ET MUSIQUES PRÉFÉRÉES, TÉLÉCHARGEMENT RAPIDE.
- RECOMMANDÉE POUR CONNECTER JUSQU'À 15 APPARELS EN SIMULTANÉ.

**OFFRE PREMIUM** 200 Mb/s\* EN ILLIMITÉ ABONNEMENT MENSUEL 45 000 F.CFA

INSTALLATION DE LA BOX OFFERTE

- STREAMING ULTRA HD COMPATIBLE 4K, EXPÉRIENCE OPTIMALE POUR LES JEUX VIDÉO ET LA VISO-CONFÉRENCE.
- RECOMMANDÉE POUR CONNECTER UN NOMBRE ILLIMITÉ D'APPARELS EN SIMULTANÉ.

## Can Pamoja 2027

## Les dates des éliminatoires et de la phase finale sont désormais connues

La Caf (Confédération africaine de football) a annoncé les dates des éliminatoires et de la phase finale de la Can (Coupe d'Afrique des Nations) Pamoja 2027. Les éliminatoires se déroulent en six journées entre septembre 2026 et mars 2027. La phase finale se tient du 19 juin au 17 juillet 2027, dans les trois pays d'Afrique de l'Est que sont le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Ces dates ont été approuvées par le Conseil de la Fifa, lors de sa récente réunion à Vancouver, au Canada. La Caf communiquera ultérieurement le pays hôte du match d'ouverture ainsi que celui de la finale.

La 36<sup>ème</sup> édition de la Coupe d'Afrique des Nations de football, appelée «Can Pamoja 2027», est la première édition de la compétition panafricaine organisée conjointement par trois pays. «Pamoja» signifie «ensemble» en swahili, pour symboliser la co-organisation de cet événement sportif africain par trois pays d'Afrique de l'Est, pour la toute première fois. Elle offre une opportunité exceptionnelle à la Caf et au football africain, de toucher plus de 400 millions de personnes dans la région de l'Afrique de l'Est. Elle marque, également, le retour de la compétition en Afrique de l'Est, pour la première fois depuis 1976, année où l'Éthiopie avait accueilli la Can.

La Caf entend inscrire cette édition dans la continuité du succès des précédentes compétitions, notamment les Can Côte d'Ivoire 2023 et Maroc 2025, qui ont enregistré des recettes commerciales record, une croissance significative des partenariats ainsi que des audiences mondiales en forte progression, illustrant la compétitivité et la popularité du football africain sur la scène internationale.

## Éliminatoires et parcours vers la phase finale

À l'issue du tour préliminaire, le chemin vers la phase finale se poursuivra, avec le tirage au sort des éliminatoires, prévu le 19 mai 2026. Au total, 48 équipes, y compris les trois



Coupe d'Afrique des Nations de football sénior.

pays coorganisateur, prendront part aux éliminatoires. Ce tirage déterminera les différentes voies de qualification vers la phase finale de la compétition. Les éliminatoires se dérouleront lors de trois fenêtres internationales de la Fifa, selon le calendrier suivant:

- Journées 1 et 2: du 21 septembre au 6 octobre 2026;
- Journées 3 et 4: du 9 au 17 novembre 2026;
- Journées 5 et 6: du 22 au 30 mars 2027.

Les 48 équipes seront réparties en 12 groupes de quatre équipes. Les deux premières

équipes de chaque groupe se qualifieront pour la phase finale. Les Diables-Rouges du Congo-Brazzaville se préparent à cette compétition, la dernière qui va compter 24 équipes, avant de passer à 28. En raison de sa position dans le classement Fifa, la sélection congolaise est exemptée du tour préliminaire, pour commencer directement dans la phase de groupes des éliminatoires, à partir de septembre prochain.

(Tiré du Site Internet de la CAF)

## Assemblée générale électorale de la Fécoyc

## Seznec Bergamaschi Monguiti Brazzinga, nouveau président élu

Après de multiples reports, la Fécoyc (Fédération congolaise de cyclisme) a, enfin, tenu son assemblée générale électorale, dimanche 19 avril 2026, au siège du C.n.o.s.c (Comité national olympique et sportif congolais), à Brazzaville, après moult tracasseries dues aux querelles de ses dirigeants. La rencontre s'est tenue sous le patronage de Mme Anna Mougala, représentant le ministre en charge des sports, en présence de Frederick Bakouétana, le président sortant de la Fécoyc, Romain Ferdinand Ondono, président de la Commission électorale indépendante renouvelée et représentant du C.n.o.s.c, Pepin Boungoula et Guy Alain Medome, membres de cette commission.



Assemblée générale électorale de la Fécoyc.

À l'ouverture de l'assemblée générale électorale de la Fécoyc, trois allocutions ont été prononcées, demandant aux électeurs de faire un choix judicieux, afin de relancer la petite reine restée longtemps en hibernation, à cause des querelles intestines à la fédération. Dans un corps électoral de 23 électeurs inscrits, 17 électeurs (présidents de ligues et de clubs) étaient présents. À l'issue du vote, Seznec Bergamaschi Monguiti Brazzinga, fils de Dieu-donné Monguiti Brazzinga alias Petit-Jean, ancien cycliste de Pointe-Noire, a été élu par 17 voix, soit un pourcentage de 100%, face à un challenger qui n'a vu que du feu. En effet, ils n'étaient que deux candidats en lice. Le Ponténégrin conduit un

bureau de 13 membres, dont 6 postes restent à pourvoir. Il succède ainsi à Ruffin Bakouétana, à la tête de la Fécoyc. Clôture de l'assemblée générale électorale, Mme Anna Mougala a exhorté la nouvelle équipe à se mettre résolument au travail. «A l'équipe dirigeante nouvellement élue, j'adresse mes sincères félicitations. Le mandat que vous recevez aujourd'hui est à la fois un honneur et une grande responsabilité. Vous êtes, désormais, porteurs des attentes de toute une communauté sportive. C'est pour cela je vous exhorte à œuvrer avec engagement, intégrité et transparence, afin de hisser le cyclisme congolais vers des horizons plus élevés», a-t-elle indiqué.

Ainsi, après une longue période de turbulences, la Fécoyc peut, enfin, retrouver son fonctionnement normal. Donnant ses impressions après son élection, le président élu, Seznec Bergamaschi Monguiti Brazzinga, s'est exprimé en ces termes, concernant le développement du cyclisme: «Lors de sa prestation de serment, le Chef de l'Etat a dit qu'il devrait regarder le sport congolais à l'œil. Donc, il nous faut tenir les courses et faire en sorte que le tour du Congo, qui n'était qu'un rêve, puisse voir le jour, mettre en confiance les partenaires qui veulent bien accompagner le cyclisme, qui fait beaucoup de choses... Si le football, c'est le sport-roi, le vélo, c'est la reine du sport. Nous ne pouvons pas faire

en sorte que le cyclisme puisse mourir comme ça. Je suis fils de Brazzinga, un grand cycliste congolais qui a combattu avec les Jeannot, Sankara, Tody, Karara, le vieux Manoir, Niébou, Mampassi Pascal, Tshikaya Martin et j'en passe. Donc, je ne ferais pas honte... J'appelle tous les cyclistes, tous les anciens, surtout ceux qui sont à l'étranger, à se regrouper. Mettons de côté nos guéguerres, entermons la hache de guerre, l'heure est maintenant au travail...», a-t-il martelé. Il reste tout de même à compléter six postes, le C.n.o.s.c devrait y veiller, pour que tout se passe dans la transparence.

Luze Ernest BAKALA

## Handball

## Les journées de gala de handball se poursuivent comme prévu

Organisées par la Dynamique pour le réveil du handball congolais, un mouvement associatif fondé par le général Serges Oboa, les journées de gala du handball congolais sénior masculin et féminin se déroulent normalement, chaque semaine, comme prévu, au Centre sportif et universitaire de Makélékélé, le premier arrondissement de Brazzaville, sous le patronage de Christelle Colombe Bouaka Milandou, coordonnatrice générale de la dynamique, et Avicenne Nzikou, coordonnateur adjoint. A la troisième journée du Tournoi de gala, le vendredi 24 avril 2026, cinq rencontres étaient au programme, au Gymnase Michel d'Ornano. Mais le public n'a pas tellement répondu nombreux.



Tournoi de gala de Makélékélé 2026.

Appelées aussi Tournoi de gala, les rencontres de handball sénior masculin et féminin, organisées par la Dynamique pour le réveil du handball congolais, au Centre sportif et universitaire de Makélékélé, sur le terrain de l'Iseps (Institut supérieur de l'éducation physique et sportive) ne cessent de démontrer la vitalité des équipes congolaises, en vue de préparer le Tournoi interdépartemental de Pointe-Noire. Ils sont au nombre de 19, les clubs qui participent à cette compétition, dont 8 en dames et 11 en messieurs. La troisième journée de ce tournoi, le vendredi 24 avril, au Gymnase Michel D'Ornano, a connu cinq rencontres:

- il y a eu la victoire d'Orange face à Patronage en seniors hommes: (28-15);
- Lion sport a défait J.s.o (34-27);
- Pétrorsport Orange a battu Avenir du Rail (30-25);
- En seniors dames, les militaires de Lions sport ont eu raison de l'Asoc: 30-25;
- Orange est passée pieds joints devant l'A.s.e.I: 30-25.

Il faut aussi signaler la troisième journée du Tournoi de gala a précédé la célébration, le samedi 25 avril, du 19<sup>ème</sup> anniversaire de la victoire d'Inter-club à la Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupe de handball, en 2007, à Mahdia, en Tunisie, dans une finale qui l'avait opposé à un autre club congolais qui a fait parler de lui au handball, Abo-sport.

En attendant la prochaine journée, il sied de signaler le niveau technique très relevé, avec des rencontres engagées et riches de gestes techniques appréciables.

Luze E. B.

**Pour m'informer,  
je fais confiance à  
L'Horizon Africain.  
Je m'abonne!  
Tél.05 543.82.76 /  
06 662.37.39**

## Bureau exécutif de la Fécoyc pour l'olympiade 2025-2028

- Président : Seznec Bergamaschi Monguiti Brazzinga;
- Premier Vice-Président: Victor Lavickys Okombi;
- Deuxième Vice-Président: à pourvoir;
- Troisième Vice-Président: à pourvoir;
- Secrétaire Général: à pourvoir;
- Secrétaire Général adjoint: à pourvoir;
- Trésorière Générale: Mme Jacqueline Babindamana;
- Trésorier Général Adjoint: François Malanda;
- Membres: à pourvoir;
- Commissariat aux comptes: Koumba Ngoyo. Le reste à pourvoir.

Congo - Russie

# Denis Sassou-Nguesso en visite d'Etat chez Vladimir Poutine

**Après son entrée en fonction, consécutive à sa réélection à l'issue des scrutins des 12 et 15 mars 2026, Denis Sassou-Nguesso a réservé sa première sortie internationale chez son ami, Vladimir Poutine, à Moscou, capitale de la Fédération de Russie, pour une visite d'Etat. Il a ainsi eu, mercredi 29 avril, un tête-à-tête avec lui, en présence de leurs délégations respectives, au Kremlin. Au cours de cet entretien, le Président Poutine a annoncé que la Russie et le Congo signeront un plan d'actions, pour les prochaines années, pour intensifier la coopération commerciale et économique, et dont les projets seront déterminés par la commission mixte prévue en septembre prochain à Brazzaville.**

sou-Nguesso a, ensuite, poursuivi son séjour russe à Saint-Petersbourg, du jeudi 30 avril au vendredi 1er mai, toujours dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale, en attirant les investisseurs russes. Il a regagné Brazzaville le samedi 2 mai dans la soirée. Puis, le dimanche 3 mai, il a effectué

C'est le dimanche 26 avril, que le Président Denis Sassou-Nguesso a quitté Brazzaville, vers 21h, par l'Aéroport international Maya-Maya, où les membres du gouvernement venant d'être nommés lui ont serré la main. Il a été accueilli à Moscou, mardi 28 avril, par le Vice-Premier ministre russe, Alexandre Novak, avec les honneurs officiels illustrant la visite d'Etat.

Accompagné d'une délégation gouvernementale composée de cinq ministres, notamment, Constant Serge Bounda (Affaires étrangères), Raymond Zéphirin Mboulou (Défense nationale), Denis Christel Sassou-Nguesso (Coopération internationale), Paul Valentin Ngobo (agriculture), Urbain Fiacre Opo (mine). Sa journée du mercredi 29 avril a commencé par le dépôt d'une gerbe de fleurs, au monument du soldat inconnu. Puis, c'était la séance de travail avec son homologue russe, Vladimir V. Poutine. Parmi les projets prioritaires de coopération



Le Président Sassou-Nguesso saluant les officiels russes.

entre la Russie et le Congo, le Kremlin a cité la construction de l'oléoduc Pointe-Noire/Loutété/Maloukou-Tréchet, dont l'accord fut signé le 28 septembre 2024 à Moscou et ratifié par le parlement en mai 2025. «Nos entreprises expriment leur volonté et leur désir de travailler sur le marché de

vos pays, surtout parce que vous bénéficiez d'une situation politique intérieure stable, ce qui crée de bonnes perspectives pour les activités économiques. Les commissions intergouvernementales sont à l'œuvre», a indiqué le Président Poutine.

Le Président Denis Sas-

un aller-retour à Libreville, au Gabon, pour prendre part à la cérémonie d'inauguration du Palais des congrès Omar Bongo-Ondimba, par son homologue, le Président Brice Clotaire Oligui Nguema.

Urbain NZABANI

## Editorial

### Accélérer

Accélérer. Ce verbe qui a pour synonyme beaucoup d'autres comme «hâter, presser, aller plus vite, augmenter la vitesse, etc» constitue, dorénavant, toute une feuille de route nationale durant le quinquennat 2026-2031. C'est le mot-clé du projet de société du Président Denis Sassou-Nguesso. Que faut-il entendre par là? La marche vers le développement sera-t-elle accélérée au cours de ce quinquennat? Qu'est-ce que cela signifie dans la réalité? S'agit-il de nouveau d'une promesse politique qui n'engage que ceux qui y croient?

Il est clair que pour nombre de Congolais, entre les mois de mars et d'avril derniers, couvrant la période électorale consécutive à l'élection présidentielle, le Président Denis Sassou-Nguesso a livré deux messages qui paraissent contradictoires aux yeux de la majorité des Congolais. D'autres diraient simplement qu'il a dit une chose et fait son contraire. Les dés étant jetés, on n'attend plus que le grand arbitre, le temps, révèle son verdict, pour savoir qui de lui et de la majorité de ses compatriotes aura eu raison devant l'histoire, à la fin de son mandat.

Premier message: le Chef de l'Etat a promis d'accélérer la marche vers le développement. Le titre de son projet de société est tellement évocateur et pertinent qu'il constitue, en tant que tel, une feuille de route gouvernementale bien claire, comme nous l'avons dit. Cela signifie que durant les cinq ans de son mandat actuel, il fera au moins deux fois plus, sinon bien plus de résultats que ceux du quinquennat passé, qui était basé sur son projet de société «Ensemble, poursuivons la marche».

Mais en quoi va se traduire l'accélération de la marche vers le développement? Par le nombre de projets réalisés chaque année? Par l'extension de la réalisation des projets dans tous les départements à la fois? On peut légitimement penser, au moins, que le rendement de travail des institutions de la République, particulièrement du gouvernement, sera élevé. Dans les départements ministériels, les premiers concernés par la mise en œuvre du projet de société du Chef de l'Etat, converti en programme d'actions, le niveau de quantité et de qualité du travail fourni durant le quinquennat, mesuré par rapport aux objectifs fixés, sera élevé.

Le deuxième message est, lui, implicite. Il est venu à travers la formation du gouvernement. En reconduisant, pour l'essentiel, la même formation gouvernementale, dont à peine six membres sont sortis contre onze nouveaux, le Président de la République a donné un message que ses compatriotes considèrent comme étant à l'opposé du message porté par son projet de société. «On prend les mêmes et on recommence», c'est comme cela qu'ils perçoivent la formation de la nouvelle équipe gouvernementale. Nombre de Congolais pensent que «rien ne va changer». Les pessimistes estiment même que ça sera pire, comme la situation de l'électricité.

Malgré tout, d'autres objectent qu'il faut y croire, car c'est possible d'accélérer la marche vers le développement, pourvu de faire évoluer les mentalités (nos économistes disent, changer de logiciel mental), d'améliorer la gouvernance publique, de réformer, de viser l'excellence en tout et pour tout. C'est possible. Ceux-là s'accrochent à cet espoir, même si, pour l'instant, les signaux du changement tardent à pointer à l'horizon. Quoiqu'il en soit, la relance de l'économie doit être l'action prioritaire du gouvernement, car pour accélérer la marche vers le développement, il faut une économie en bonne santé et donc en croissance.

L'HORIZON AFRICAIN

1<sup>er</sup> mai, fête des travailleurs

## Les organisations syndicales ont battu le pavé

Vendredi 1er mai 2026, c'était la fête du travail, connue comme la journée internationale des travailleurs, célébrant les conquêtes sociales en faveur des travailleurs. A l'époque du monopartisme dans le pays (1963-1990), c'était l'affaire du parti au pouvoir, à travers son syndicat unique. Avec l'instauration du multipartisme et de la démocratie, c'est l'affaire des organisations syndicales. Celles-ci ont eu du mal à reprendre le flambeau de la célébration de la fête du travail.



Une vue du défilé sur le Boulevard Alfred Raoul

A Brazzaville, cette année encore, ce sont les confédérations syndicales qui étaient en première ligne. Elles ont enfin sorti la tête de l'eau, en organisant un défilé des travailleurs sur le Boulevard Alfred Raoul, sous le

patronage d'Elault Bello Bellard, président de la C.s.t.c (Confédération syndicales des travailleurs du Congo), qui a fait un discours dans lequel il a parlé de lutte syndicale, des menaces que subissent les syndicalistes, etc. Les travail-



Les taximotos se sont illustrés au défilé de la fête du travail à Pointe-Noire.

leurs ont battu le macadam du grand boulevard, pendant près de trois heures, sous la musique de la fanfare kimbanguiste. Pour leur part, la C.s.c (Confédération syndicale congolaise) et la Cosylac (Confédération des syndicats libres et autonomes du Congo) ont tenu un meeting en salle au Palais des congrès où elles ont fait des déclarations pour réclamer les droits des travailleurs de certaines sociétés publiques en difficultés comme le C.f.c.o et exigé

le dialogue social avec le gouvernement.

A Pointe-Noire par contre, les travailleurs des secteurs public et privé ont défilé devant les autorités locales, notamment le préfet Pierre Cébert Iboko-Onanga et la mairesse Evelyne Tchichelle née Moe-Poaty. L'organisation de la célébration de la fête du travail semblait impliquer beaucoup plus les autorités publiques en collaboration avec l'intersyndicale des fédérations syndicales du Kouilou/Pointe-Noire.

### NECROLOGIE

Monsieur André Ondélé, Journaliste, Directeur Général de la Chaîne de télévision nationale, Télé-Congo, à la profonde douleur d'annoncer aux membres de la famille, à ses amis et connaissances, le décès inopiné de son frère germain, l'Adjudant-chef de police **Ghislain ONDÉ-LÉ DZON**; décès survenu le Mardi 5 mai 2026, des suites d'un accident de voiture, à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au numéro 8 de la Rue Oyomi, derrière le Complexe scolaire de la Liberté, à Talangaï.

Election présidentielle

# L'opposition R.f.c se réjouit de «l'abstention», «une étape vers la victoire finale»

**Près de deux mois après la présidentielle des 12 et 15 mars 2026, qui a abouti à la réélection du Président Denis Sassou-Nguesso pour un cinquième mandat consécutif à la tête du pays, l'opposition R.f.c (Rassemblement des forces du changement), qui avait appelé au boycott de cette élection dont elle disait savoir l'issue, a tenu une conférence de presse, samedi 2 mai 2026, à l'Hôtel Saphir, à Brazzaville. A travers le mot liminaire lu par son président, Clément Miérassa, le Conseil des présidents du R.f.c se réjouit de l'abstention qu'il a constaté pendant cette élection et considère cette abstention comme «une première étape vers la victoire finale: le changement».**

Près d'un mois après la proclamation définitive des résultats de l'élection présidentielle par la Cour constitutionnelle, le 28 mars dernier, le Conseil des présidents du R.f.c a brisé le silence pour faire entendre sa voix, à travers une conférence de presse diffusée en streaming sur Youtube, par Canal K Web Tv, faisant plus de quatre mille vues, le jour même. «Face aux défis actuels, face aux interrogations pertinentes des populations, face à la nécessité de consolider notre démocratie, nous avons estimé qu'il était de notre devoir de prendre la parole, d'éclairer l'opinion nationale et de proposer des pistes constructives pour l'avenir», a dit le modérateur, qui a présenté les membres du Conseil des présidents du R.f.c animant la conférence de presse.

Sur place, il y avait Clément Miérassa, président du R.f.c, président du P.s.d.c (Parti social-démocrate congolais), Jean-Pierre Agnangoye, président du Pape (Parti du peuple), Jean-Jacques Serge Yhombi Opango, deuxième vice-président du R.f.c, président du R.d.d (Rassemblement pour la démocratie et le développement) et Christian Cyr Rodrigue Mayanda, président de l'A.l.de.H (Alliance des libéraux démocrates humanistes). Le Dr Marcel Guitoukoulou, premier vice-président du R.f.c, président du C.d.p (Congrès du peuple), s'était joint à eux, en ligne, depuis la France où il réside. La conférence de presse était constituée de deux étapes: le mot liminaire lu par le président du R.f.c, Clément Miérassa, et la session des questions-réponses avec la presse, qui a connu l'intervention des cinq membres du Conseil des présidents. Prenant la parole, Clément Miérassa a d'abord présenté deux leaders politiques venus assister à la conférence de presse, Victor Ognongo, président du parti Renaissance, Armand Mpourou, président du M.s.r (Mouvement solidaire pour la république), Jo Washington Ebina et un représentant de Jean-Félix Demba-Ntélé, président en exercice de la F.o.c (Fédération de l'opposition congolaise). Avant son mot liminaire, il a fait un commentaire pour interpeller «les dirigeants de



Clément Miérassa, président du R.f.c, pendant la conférence de presse.



Conférence de presse du R.f.c.

ce pays» sur l'article 25 de la Constitution qui garantit la liberté d'expression aux citoyens. Il a dénoncé les menaces, les complots qui sont faits pour empêcher certains dirigeants politiques de s'exprimer. Car, la conférence de presse du R.f.c devait d'abord se tenir au Poste de l'Armée du salut, au Plateau des 15 ans, avant d'être déplacée à l'Hôtel Saphir. Le mot liminaire a porté sur «l'abstention massive observée par tant de citoyens» à l'élection présidentielle. Clément Miérassa y lit un message clair: «Ce message n'est pas un renoncement, ce message n'est pas une faiblesse, c'est un cri, c'est un refus, c'est une déclaration politique forte. Oui, l'abstention massive est une première étape vers la victoire finale: le changement». Selon le Conseil des présidents du R.f.c, «ce mouvement peut être celui du réveil, de la dignité retrouvée, le point de départ d'une mo-

bilisation nouvelle, pacifique, déterminée, lucide et tournée vers l'avenir. Car, la victoire finale ne sera pas seulement celle d'un camp contre un autre, elle devra être celle du peuple contre la fatalité, celle de la justice contre l'arbitraire, celle de l'espérance contre la peur». Clément Miérassa a lancé un appel à la jeunesse, aux travailleurs, paysans, étudiants, anciens, patriotes de toutes nos contrées, de tous nos départements et villages, de ne pas baisser les bras. «Ce que vous exprimez aujourd'hui par votre refus peut devenir, demain, une force irrésistible de transformation», a-t-il déclaré. Des réponses aux préoccupations soulevées par les journalistes, on peut retenir que le R.f.c conteste la légitimité de l'élection présidentielle, en saluant «l'abstention» qui s'y est manifestée. Il considère Denis Sassou-Nguesso comme un

de fait».

Répondant le premier aux questions des journalistes, Jean-Jacques Serge Yhombi-Opango a dénoncé l'existence d'«une opposition du pouvoir et une autre au pouvoir», accusant certains acteurs politiques de complaisance. «Les Congolais ne sont pas dupes», a-t-il déclaré, tout en affirmant la disponibilité du R.f.c à engager un dialogue, «si les conditions sont réunies». Pour sa part, Clément Miérassa a fustigé «un scrutin organisé dans l'irrespect total des lois et règlements», appelant les citoyens à poursuivre la mobilisation. Il a également critiqué le bilan du P.c.t (Parti congolais du travail), au pouvoir depuis plusieurs décennies, qu'il accuse d'avoir «lamentable-

ment échoué». Plus radical encore, Jean-Pierre Agnangoye a remis en cause la légitimité même du chef de l'État, qualifié de «président de fait». Il a appelé à dépasser l'abstention comme forme de contestation, invitant les Congolais à «prendre conscience» pour impulser un changement réel. En visioconférence, Marcel Guitoukoulou a salué «le courage du peuple congolais», voyant dans la faible participation une «démonstration de force». Selon lui, «après tant d'années au pouvoir, le régime n'a plus rien à offrir». A travers cette sortie médiatique, le R.f.c cherche visiblement à s'imposer comme une alternative crédible dans un paysage politique fragmenté, tout en posant les bases d'une stratégie qui pourrait aller au-delà de la simple contestation électorale.

Roland KOULOUNGOU

PROPOS D'ÉTAPE

## Savoir partir

«Parfois, il faut se retirer en silence, ne plus crier, se justifier ou vouloir arranger les choses et juste, partir».

«Savoir comprendre, quand il faut partir, c'est de la SAGESSE. Être capable de le faire, c'est du COURAGE. Pouvoir partir la tête haute, c'est de la DIGNITÉ».

Dans la mythologie, la nymphe «écho» est l'incarnation de l'obstination à vouloir se maintenir à son poste. En effet, elle est condamnée à répéter les mots entendus; en d'autres termes, condamnée à l'immobilisme, à la routine, au refus du progrès.

Le plus grand honneur qu'une personne puisse se faire dans un contexte de choix multiple, c'est de savoir partir. Resté, parce que l'on a été imposé ou parce que l'on a négocié pour rester, c'est s'imposer «le syndrome de l'imposteur».

Non seulement que cela détériore le relationnel avec les autres, mais surtout, on a peur d'échouer. Dans tous les cas, l'éphémère qui sait, dans son subconscient, qu'il n'a aucun mérite personnel d'être là où il est, est, et reste l'esclave de sa propre aliénation.

Partir, c'est «se donner la chance de se retrouver et de se rapprocher de soi-même». Mais, il n'y a que ceux qui ont une haute idée d'eux-mêmes qui savent partir. Et, comme le dit Charles Aznavour, «il faut savoir quitter la table, lorsque l'amour est desservi, sans s'accrocher, l'air pitoyable, mais partir sans faire de bruit».

Prométhée

## Comme en lutrin

### Fuyez les zones stériles

Puisque vous vous êtes accommodés à cet endroit, vos habitudes sont devenues une seconde nature. Il est difficile de partir, car vous craignez de blesser, mais il s'agit de votre destinée. Chercher à plaire aux hommes plutôt qu'à Dieu conduit beaucoup à passer à côté de leur destinée. Beaucoup se réveillent dix ans plus tard en disant: «Si j'avais su...».

Les zones stériles sont des lieux où, même si vous plantez des arbres, ils finiront par sécher. «Heureux l'homme qui ne marche pas selon le conseil des méchants... Il est comme un arbre planté près d'un courant d'eau...» (Psaumes 1: 1-3).

Un arbre qui donne du fruit est planté dans une zone fertile, où l'eau est abondante. Où êtes-vous en ce moment ? Dans un lieu fertile ou stérile? «Vous pouvez perdre toutes vos libertés, sauf celle de choisir». Vous avez le choix: rester ou partir maintenant, cette année. Vous avez longtemps demeuré autour de cette montagne, mais Dieu avait déclaré à Moïse: «Il est temps que vous partiez» (Nombres 32:13). Vous avez attendu le «bon moment», mais parfois vous devez créer vous-mêmes ce moment. Jésus s'est humilié lui-même, sans attendre que son Père l'humilie (Philippiens 2:8).

Dire «j'attends que Dieu me dise de partir» revient à ignorer ce que Dieu nous a donné. Dieu nous a donné des têtes, des yeux et l'intelligence pour analyser, réfléchir et juger. Ces dons nous permettent d'observer, discerner et prendre des décisions adéquates. Ne laissez pas la peur ou l'habitude vous retenir dans un lieu qui n'est pas destiné à vous. Le temps de partir peut-être maintenant, même si cela semble difficile. Prendre des décisions éclairées fait partie de marcher dans votre destinée. La liberté de choisir est un cadeau que Dieu nous a donné pour avancer dans la vie et la foi.

Dre Annick IMBOU

Politique

# Décès de l'ancien Premier ministre et ancien sénateur, Ange-Edouard Pongui!

L'ancien Premier ministre et ancien sénateur U.pa.d.s (Union panafricaine pour la démocratie sociale), Ange Edouard Pongui, membre du Bureau politique et du Comité d'honneur de l'U.pa.d.s, est décédé à l'âge de 84 ans, mardi 28 avril 2026, à Créteil, au Sud de Paris (France), des suites d'une longue maladie qui l'avait éloigné de la scène politique nationale. Proche du Président Pascal Lissouba, il avait en même temps, à travers son épouse, un lien de parenté par alliance avec le Président Denis Sassou-Nguesso.

En voilà encore un baobab de la vie politique congolaise qui vient de quitter la terre des hommes. Ange-Edouard Pongui est un vieux routier de la politique congolaise, qui a commencé à militer au M.n.r (Mouvement national de la révolution), le parti du Président Alphonse Massamba-Débat (au pouvoir de 1963 à 1968). Il est parmi les membres fondateurs du P.c.t (Parti, congolais du travail), avec le Président Marien Ngouabi, en décembre 1969. En effet, à l'issue du congrès constitutif du P.c.t (29 au 31 décembre 1969), il fait partie du premier Bureau politique de ce parti unique au pouvoir, membre titulaire du Comité central chargé des finances et matériels. Une position qui va propulser sa carrière professionnelle de banquier.

Après des stages en milieu bancaire, il est détaché, en 1973, à la Banque des États de l'Afrique centrale. Puis, il fait une carrière bancaire qui le conduit à être directeur adjoint de la Banque des États

de l'Afrique centrale (1975-1979), directeur général de la B.c.c (Banque commerciale congolaise), de 1979 à 1984, et de directeur national de la B.e.a.c (Banque des États de l'Afrique centrale), de 1994 à 1997, sous le mandat du Président Pascal Lissouba.

Au plan politique, Ange-Edouard Pongui fut ministre des finances et du budget (1971-1973), vice-président du Conseil d'Etat (1972-1973). Arrivé au pouvoir en février 1979, le Président Denis Sassou-Nguesso fait de lui son Premier ministre, de 1984 à 1989. Ange Edouard Pongui est président du Conseil économique et social, quand le vent de la démocratie souffle dans le pays, à partir de 1990.

Après sa démission du P.c.t en 1990, il crée un parti, la C.d.u.r (Convention des démocrates pour l'unité de la république), avant de le dissoudre et de se rapprocher de Pascal Lissouba qui vient de créer l'U.pa.d.s. En 1992, il est élu député de ce parti,

dans la circonscription de Madingou (Département de la Bouenza). Il est directeur national de la B.e.a.c, quand survient la guerre de juin-octobre 1997 qui provoque la chute du Président Pascal Lissouba. Il prend donc le chemin de l'exil et obtient le statut de réfugié politique en France, où il anime, depuis 2002, une association, l'Er-rad (Espace pour la réflexion et l'action pour le retour de la démocratie au Congo).

Ange-Edouard Pongui regagne le Congo en novembre 2006, à la faveur de la politique d'ouverture prônée par le Président Sassou-Nguesso. Les 27 et 28 décembre 2006, il participe au premier congrès extraordinaire de l'U.pa.d.s, à Brazzaville, qui fait de lui vice-président du parti. Le Conseil national, qui se réunit du 30 novembre au 1er décembre 2008, le choisit comme candidat de l'U.pa.d.s à l'élection présidentielle de juillet 2009. Mais, sa candidature est recalée par la Cour constitu-



L'ancien Premier ministre Ange-Edouard Pongui.

tionnelle, qui relève un défaut de résidence continue dans le pays, les deux dernières années. Trois autres candidatures, celles notamment de Rigobert Gouolali, Christophe Moukouéké et Marcel Guitoukoulou, tous étant de l'opposition, sont recalées, pour divers motifs.

Il n'empêche, poursuivant sa vie politique, Ange-Edouard Pongui est élu sénateur en 2011, dans le Département de la Bouenza, et réélu en 2017, sans qu'il ne batte campagne, pour raison de santé. Début 2015, au nom du dialogue, il compte parmi les acteurs politiques reçus par le Président Denis Sassou-Nguesso, dans le cadre

des consultations présidentielles sur la vie de la Nation et de l'Etat. Son parti, l'U.pa.d.s, avait boycotté cette initiative, en la soupçonnant d'être une stratégie devant conduire le pays au changement de la Constitution. Le sénateur est ainsi frappé d'une mesure de suspension aux activités du parti.

Au long des années, l'âge et la santé s'en mêlant, on n'entendra tellement plus le nom d'Ange-Edouard Pongui dans la vie politique nationale. En janvier 2020, il perd son épouse, Mme Thérèse Pongui, nièce du Président Denis Sassou-Nguesso. Il ne peut participer ni aux obsèques à Brazzaville ni aux

funérailles à Edou, car affaibli par un A.v.c (Accident vasculaire cérébral) qui avait réduit sa mobilité. Il serait aussi victime de la maladie d'Alzheimer, qui se caractérise, entre autres, par la perte progressive de la mémoire. En 2023, il perd son statut de sénateur, ne s'étant pas présenté aux élections sénatoriales.

Ange-Edouard Pongui compte parmi les figures qui ont lutté pour l'avènement de la démocratie au Congo au début des années 90. Voyant que le Président Denis Sassou-Nguesso hésitait à ouvrir le pays au multipartisme, il démissionna de son poste de Premier ministre, apportant ainsi l'eau au moulin des forces vives qui exigeaient l'instauration du pluralisme politique.

Intellectuel de gauche, il commença à militer en politique, dès son jeune âge. Il fut président de l'Asco (Association scolaire du Congo) durant l'année scolaire 1963-1964, et président de l'Ugeec (Union générale des élèves et étudiants congolais), en 1967-1968, et devint militant du M.n.r. Dans un ouvrage-entretien réalisé avec l'informaticien et écrivain, Calixte Baniafouna, et publié en juin 2008, il parle «de son enfance, de ses origines, sa scolarité, sa carrière intermittente de banquier et d'homme politique, ses amis comme ses ennemis, son exil en France, la mondialisation et la vision qu'il a de son rôle à venir dans son pays... mais aussi des relations entre la France et le Congo-Brazzaville».

Jean-Clotaire DIATOU

## Journée mondiale de la liberté de la presse

# Le Jec a fait entendre sa voix dans la protection des journalistes

À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le dimanche 3 mai 2026, le Jec (Journalisme et éthique Congo) a rendu public, lors d'une rencontre sous le patronage de son directeur exécutif, Arsène Sévérin Ngouéla, une déclaration faisant l'état des lieux de l'exercice de la presse au Congo.

Dans sa déclaration lue par Brony Fortunat Ngouali, le Jec jeté un regard sur la condition des journalistes dans le monde, dans un contexte de conflits armés, salue le travail quotidien des journalistes congolais qui contribuent non seulement à informer et à éduquer, mais aussi à apaiser d'éventuelles tensions, en privilégiant des contenus responsables, équilibrés et vérifiés avant toute diffusion. Il a, ensuite, relevé les difficultés rencontrées par les journalistes en 2025 et 2026, avant de lancer un appel aux journalistes de rejoindre ses rangs, afin de dénoncer les attaques dont ils sont l'objet dans l'exercice de leur profession. Le Jec a aussi appelé à la réalisation du Fonds d'appui aux organes de presse, afin de contribuer à l'amélioration des conditions de travail des journalistes.



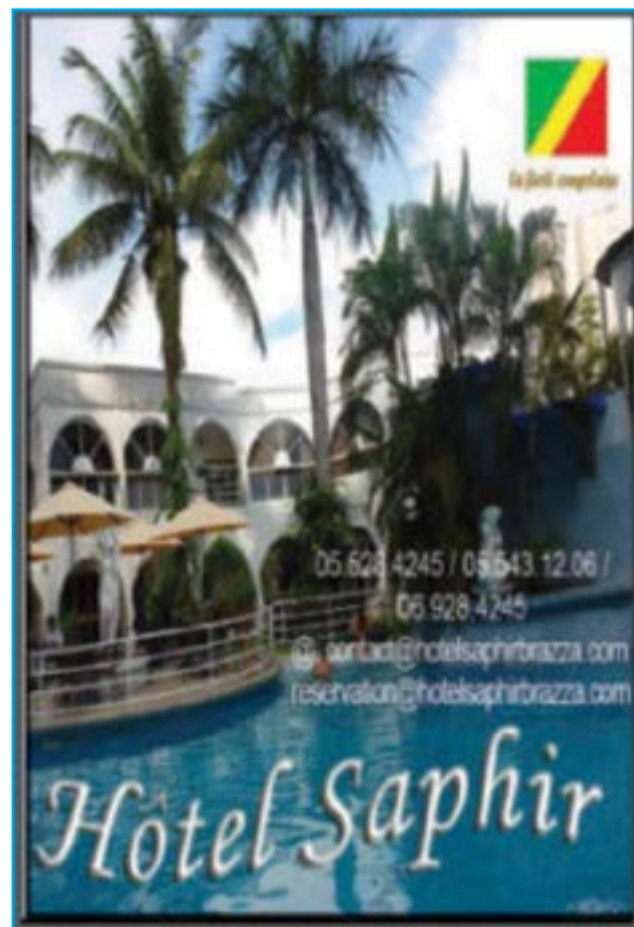
Les membres du bureau exécutif du Jec face à la presse.

Extrait: «Pour leur travail quotidien, les journalistes congolais contribuent à informer et à éduquer, mais aussi à apaiser d'éventuelles tensions, en privilégiant des contenus responsables, équilibrés et vérifiés avant toute diffusion. À cette occasion, Jec tient à saluer l'engagement des professionnels des médias

qui, souvent, dans des conditions très difficiles, se battent pour un journalisme de qualité. Publier une information n'est pas du tout un acte anodin, comme le ferait n'importe quel profane sur les réseaux sociaux. Mais, c'est un engagement envers la vérité, la cohésion sociale et l'intérêt général.

C'est justement en voulant sans cesse atteindre cet objectif que nombreux parmi nous ont rencontré des difficultés entre 2025 et 2026. C'est le cas de Mme Rosie Piot, journaliste et directrice de «Fact-check Congo», qui a subi, en juillet 2025, d'énormes pressions, des intimidations et des violences sur ses proches, pour avoir mené une enquête sur l'affaire dite de bombes à l'Aéroport international de Maya-Maya, en 1982. Pendant cette période de vicissitudes que traversait notre consœur, les autorités compétentes ont été informées par la direction du Jec qui, par ailleurs, avait communiqué sur cette affaire, pour alerter l'opinion nationale et internationale, conformément à son mandat de défense des droits des journalistes dans l'exercice de leur profession.

Le 15 mars 2026, alors que toute la presse nationale et internationale se ruait à couvrir l'élection présen-



tielle, dans un contexte de blackout total, M. Christel Kilingue, journaliste promoteur du média Proximedia et collaborateur du «C.f.d Live media» a passé cette journée, enfermé dans une cellule de police, au commissariat de Petit-Chose, sur une instruction outrancière du chef de cabinet d'un maire d'arrondissement. Là aussi, le Jec a informé les autori-

tés compétentes, notamment le Conseil supérieur de la liberté de communication. Et depuis quelques mois, notre consœur, Tressica Kipembe, fait l'objet d'attaques de divers snipers de réseaux sociaux, pour son travail d'analyse et de critique sur le football congolais».

Propos recueillis par Urbain NZABANI

Association Bana Ossio

# Le prof Jean-Bernard Nkoua-Mbon à l'honneur, lors d'une rencontre culturelle à Paris

L'Association Bana Ossio a organisé, mardi 5 mai 2026, au Café Gamma, à Paris (France), une rencontre culturelle placée sous le signe du dialogue, de la transmission et de la valorisation des talents issus de la diaspora congolaise et francophone. Sous la coordination d'André Benamio, cette rencontre a réuni plusieurs personnalités du monde culturel, intellectuel et associatif autour d'échanges consacrés aux enjeux contemporains du Congo et à la contribution de la diaspora au développement du pays. Cette initiative a notamment permis de mettre en lumière le prof Jean-Bernard Nkoua-Mbon, originaire d'Ossio et enfant de Poto-Poto, personnalité déjà reconnue dans le milieu hospitalier pour son parcours de cancérologue, de formateur et son engagement dans la transmission des savoirs médicaux.

À travers la présentation de son ouvrage et ses prises de parole, le prof Nkoua-Mbon a partagé une réflexion approfondie sur la situation du système de santé en République du Congo dans son ensemble. Les échanges ont porté sur plusieurs thématiques majeures, notamment l'organisation du système de santé, les conditions de travail des professionnels, les infrastructures hospitalières, les questions de financement ainsi que les problématiques liées aux rémunérations dans le secteur médical. Fort de son expérience et de sa connaissance du terrain, il a formulé plusieurs propositions et pistes de réflexion visant à contribuer à une



Le cancérologue Jean-Bernard Nkoua-Mbon.

amélioration durable du secteur. Au cours des discussions, le prof Nkoua-Mbon a, également, insisté sur l'importance de développer davantage de formations locales de qualité et de structurer un véritable accompagnement au retour des compétences

issues de la diaspora. Selon lui, le Congo dispose de nombreux talents et ressources humaines capables de contribuer activement au développement du pays. Il a rappelé qu'une meilleure organisation, associée à une vision structurée et durable, permettrait au Congo de



Le prof Jean-Bernard Nkoua-Mbon pendant sa communication et la dédicace.

s'émanciper et de renforcer rapidement ses capacités dans plusieurs domaines stratégiques. Il a, par ailleurs, exprimé sa volonté de se pencher, désormais, sur la question sensible de la fin de vie, sujet à la fois médical, humain et sociétal. L'Association Bana Ossio a souligné l'importance d'ouvrir une réflexion approfondie

autour de cette thématique, dans une approche à la fois médicale, anthropologique et culturelle, avec l'appui et le soutien des institutions concernées. L'événement a rassemblé des intervenants de qualité, parmi lesquels des médecins, des étudiants en médecine, des journalistes, des écrivains ainsi que plusieurs personnalités de la diaspora, venus partager leurs expériences et exprimer leur volonté de participer, chacun à leur niveau, au développement et au rayonnement de la République du Congo. L'Association Bana Ossio tient à remercier l'ensemble des participants pour leur présence et la qualité des échanges, ainsi que les nombreuses personnalités ayant honoré cette rencontre de leur participation. Une attention particulière a, également, été portée à l'intervention de Mme Amelia Dzia Lefoundzou, dont

la contribution et les prises de parole ont été particulièrement appréciées au cours des discussions. Dans cette dynamique d'ouverture et de dialogue, la mémoire du défunt Henri Lopes, président d'honneur de l'Association Bana Ossio, a été évoquée avec respect et reconnaissance. Fi-



gure majeure de la culture, de la diplomatie et de la francophonie, il demeure, pour beaucoup, un symbole de rassemblement, de transmission et d'ouverture au service de la République du Congo et du dialogue entre les peuples. Les échanges et l'interview réalisés à l'occasion de cette rencontre sont disponibles sur Ziana T.V, à travers un entretien conduit par Cyr Makosso, permettant de revenir sur les principaux thèmes abordés au cours de cette initiative culturelle et scientifique. À travers cette initiative, l'Association Bana Ossio a souhaité rappeler le rôle essentiel de la culture et du dialogue comme espaces de réflexion, de partage d'expériences et de valorisation des compétences issues de la diaspora et du monde francophone.

Urbain NZABANI

## Présidentielle de 2026

# Les personnes vivant avec handicap félicitent la réélection de Denis Sassou Nguesso

L'Association A.2.e.h (Agir ensemble pour les enfants handicapés) et les associations des personnes vivant avec handicap ont organisé, samedi 2 mai 2026, à Moungali, le quatrième arrondissement de Brazzaville, une cérémonie de congratulations au Président Denis Sassou Nguesso, à la suite de sa réélection à la magistrature suprême, lors de l'élection présidentielle de mars dernier. Sous l'égide de Mme Joël-Annièle Poaty Tchibinda, deuxième secrétaire permanente du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap, cette rencontre a réuni plusieurs acteurs engagés dans la promotion de l'inclusion sociale de la personne vivant avec handicap.



Mme Joël-Annièle Poaty Tchibinda (en blanc et casquette sur la tête).

Dans un contexte marqué par la consolidation des institutions, les participants ont salué la réélection de Denis Sassou-Nguesso, qu'ils considèrent comme porteuse de continuité et d'espoir pour les personnes vivant avec handicap. Ouvrant la cérémonie, Mme Joël-Annièle Poaty Tchibinda a insisté sur la portée symbolique et politique de cet événement. «Nous sortons d'un moment déterminant pour notre pays. Cette réélection consacre une dynamique à laquelle les personnes vivant avec handicap ont pleinement



Mme Joël-Annièle Poaty Tchibinda.

contribué», a-t-elle déclaré, en rappelant les avancées enregistrées ces dernières années, notamment sur le plan législatif, avec la promulgation de la loi n°18-2025 relative à la promotion et à la protection des droits des personnes vivant avec handicap, qu'elle a présentée comme «un levier fondamental pour bâtir une société plus équitable et inclusive». Selon elle, «l'inclusion ne doit plus être un principe abstrait, mais une réalité concrète perceptible dans les politiques pu-

bliques». A son tour, Jean-Pierre Omombé, membre du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap, a inscrit la cérémonie dans une double démarche de reconnaissance et d'engagement. «Il s'agit, pour nous, de féliciter le Chef de l'État, pour cette brillante réélection, mais également d'exprimer nos attentes quant à la mise en œuvre effective de son projet de société», a-t-il déclaré. Pour lui, la réélection du Président Denis

Sassou-Nguesso ouvre de nouvelles perspectives pour l'amélioration des conditions de vie des personnes vivant avec handicap. Il a notamment souligné l'importance de garantir leur présence au sein des institutions publiques, conformément aux dispositions légales en vigueur: «La participation des personnes vivant avec handicap à la vie institutionnelle constitue, désormais, une exigence incontournable». Au-delà des discours, la rencontre a permis de réaffirmer l'adhésion des associations présentes à la vision politique portée par le Chef de l'État, notamment à travers son projet de société, «Accélérons la marche vers le développement». Cette adhésion s'accompagne d'une volonté de renforcer les actions en

faveur de l'éducation inclusive, de l'accessibilité des infrastructures et de la protection des enfants vivant avec handicap. Les participants ont lancé un appel collectif à l'action, articulé autour de trois priorités: promouvoir l'accessibilité; garantir l'égalité des chances et consolider une République inclusive. «L'inclusion commence à l'école et se poursuit dans toutes les sphères de la vie sociale», a rappelé Joël-Annièle Poaty Tchibinda. Par cette initiative, les associations impliquées entendent ainsi s'inscrire durablement dans une dynamique partenariale avec les pouvoirs publics, afin de faire de l'inclusion un pilier central du développement national.

Joseph MWISSI NKIENI

Journée mondiale de la liberté de la presse

# Au Congo, la célébration, décalée, mettra l'accent sur l'état de la liberté de la presse

Le 3 mai de chaque année, la communauté internationale célèbre la journée mondiale de la liberté de la presse. Cette année, cette journée tombe un dimanche. D'où le report de sa célébration, tout en la pointant, dimanche 3 mai, pour sensibiliser les pouvoirs publics et l'opinion nationale sur l'importance de la liberté de la presse. Au Congo, des organisations professionnelles de la presse se sont entendues pour célébrer cette journée le vendredi 8 mai, par l'organisation d'une conférence qui débouchera sur un appel à la concrétisation de l'aide publique à la presse.

La 33<sup>ème</sup> édition de la Journée mondiale de la liberté de la presse est célébrée cette année sous le thème: «*Façonner un avenir en paix, promouvoir la liberté de la presse, pour les droits humains, le développement et la sécurité*». La conférence mondiale marquant la célébration de cette journée a été décalée et s'est déroulée du lundi 4 au mardi 5 mai 2026, à Lusaka, en Zambie, sous l'égide de l'Unesco, avec la participation des journalistes et responsables d'organisations de défense de la liberté de la presse venus du monde entier.

Au Congo, les organisations des professionnels de l'information et de la communication, notamment l'U.p.p.c, dirigée par Jean Charles Maniongui, le J.e.c par Arsène Sévérin Nguouéla, la Fésytrac (Fédération syndicale des travailleurs de la communication) dont Edouard Adzotsa est le secrétaire général, le Sylacc (Syndicat libre des agents de la communication du Congo) avec à sa tête Lucien Oko, le G.j.p (Groupe de journalistes pour la paix) dirigé par Nathalie Christine Foundou, l'A.e.p.c (Association des éditeurs de la presse du Congo) qui a Clotaire Hymboud comme secrétaire général, le C.m.l.c (Collectif des médias en ligne du Congo) que dirige Jean-Eudes Nganga, etc, se sont entendues pour célébrer la journée mondiale de la liberté de la presse, le vendredi 8 mai, à travers une conférence à l'Hôtel Saint François de Paule, situé derrière la Cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville, avec l'appui du C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de la communication), du Ministère de la communication et des médias, de la représentation de l'Unesco au Congo, etc. Outre la diffusion des dif-

Notre pays a progressé à la 68<sup>ème</sup> place sur 180 pays, gagnant ainsi trois places par rapport au classement de 2025 où il occupait la 71<sup>ème</sup> place. Des efforts restent à déployer pour avancer, d'autant plus que R.s.f pointe le fait que «*l'influence du pouvoir se ressent fortement sur le*



Des journaux en vente à Brazzaville, il y a quelques années. Aujourd'hui, la presse imprimée tend à disparaître, au profit de la presse en ligne.



Une presse libre et responsable est un facteur de stabilité sociale et de paix.

férents messages prononcés à l'occasion de cette journée, la conférence est l'occasion, pour les responsables de ces organisations et les journalistes, de faire le point sur l'état de la liberté de la presse au Congo et de mettre l'accent sur les conditions de travail des journalistes, en appelant à la concrétisation de l'aide publique aux médias, à travers le Fonds d'appui aux organes de presse, mis en place par le gouvernement depuis la loi des finances 2025, en remplacement de la Rav (Redevance audiovisuelle) qui, depuis son institution en 2001, n'a jamais pu être concrétisée en faveur de tous les médias.

En ce qui concerne l'état de la liberté de la presse, il faut rappeler que le Congo a connu une progression dans le classement mondial de la liberté de la presse 2026 de R.s.f (Reporters sans frontières).

secteur médiatique, pluraliste en apparence, mais où l'autocensure demeure la règle. Les détentions arbitraires de journalistes sont rares, mais peuvent s'avérer très longues». Lors de la dernière élection présidentielle, le C.s.l.c a relevé un grand déséquilibre d'accès aux médias entre les candidats.

En attendant, les organisateurs de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse ont encouragé les journalistes à intervenir dans les médias, le dimanche 3 mai, pour sensibiliser l'opinion sur l'importance de cette journée. Dans le message qu'il a prononcé à cette occasion, le ministre de la communication et des médias rendu hommage, à «*celles et ceux qui, au péril de leur vie parfois, œuvrent pour informer, éclairer et éveiller les consciences*».

Urbain NZABANI

Thierry Lézin Mougalla, ministre de la communication et des médias

## «Sans presse libre et responsable, il ne peut y avoir ni paix durable, ni démocratie vivante, ni développement inclusif»

Dans le message qu'il a prononcé à l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le dimanche 3 mai 2026, le ministre de la communication et des médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Lézin Mougalla, a rappelé le rôle de la presse dans une démocratie, et rendu hommage, à «*celles et ceux qui, au péril de leur vie parfois, œuvrent pour informer, éclairer et éveiller les consciences*». Pour lui, «*sans presse libre et responsable, il ne peut y avoir ni paix durable, ni démocratie vivante, ni développement inclusif*». Ci-après l'intégralité de son message dans lequel il propose la tenue d'une concertation pour revisiter les textes qui régissent le secteur de la communication.

symbolique, il convient de rendre hommage aux journalistes et professionnels des médias qui ont payé le prix ultime pour la vérité. Selon un rapport de l'Unesco rendu public en novembre 2025, en trois ans, 310 journalistes à travers le monde, dont 24 femmes, ont payé de leur vie leur engagement pour une presse libre. A cet égard, le gouvernement renouvelle l'engagement des plus hautes autorités de notre pays, en faveur d'une presse

Congolaises, Congolais, Chers professionnels des médias,

En ce 3 mai 2026, la République du Congo se joint à la communauté internationale, pour célébrer la Journée mondiale de la liberté de la presse. Instituée par les Nations unies et gérée sous l'égide de l'Unesco, elle a pour objet principal de rappeler à tous les États, leur devoir fondamental et impérieux de garantir la liberté d'expression et d'information sur le territoire sous leur juridiction. Cette journée est également un moment de réflexion, de responsabilité et de reconnaissance envers celles et ceux qui, au péril de leur vie parfois, œuvrent pour informer, éclairer et éveiller les consciences. Le thème de cette année 2026 est le suivant, je cite: «*Façonner un avenir en paix, promouvoir la liberté de la presse, pour les droits humains, le développement et la sécurité*».

Ce thème, au cœur des défis contemporains, nous interpelle collectivement et individuellement, que nous soyons des responsables publics, des professionnels des médias ou de simples citoyens. Sa déclinaison pratique traduit une réalité profonde. Sans presse libre et responsable, il ne peut y avoir ni paix durable, ni démocratie vivante, ni développement inclusif.

À l'heure où le monde est traversé par des crises ou enjeux multiples -conflits, désinformations, mutations technologiques, au premier rang desquelles l'intelligence artificielle-, la liberté de la presse apparaît plus que jamais comme un pilier essentiel de nos sociétés. Comme le relève l'Unesco, la liberté d'expression constitue un levier fondamental, pour bâtir des sociétés de l'information juste, résiliente et pacifique.

Mesdames et Messieurs,

La presse, garante des droits humains et de la démocratie, joue un rôle irremplaçable en ce qu'elle consacre le



Thierry Lézin Mougalla, ministre de la communication et des médias, porte-parole du gouvernement.

droit des citoyens à l'information, renforce la transparence et la redevabilité publique, contribue à la consolidation de l'Etat de droit et permet une plus grande protection des libertés fondamentales. Dans nos sociétés modernes, l'information est un bien public. Sans elle, il n'y a ni choix éclairé, ni participation citoyenne effective. Ces préalables peuvent, cependant, être remis en cause par des défis tels que la désinformation et la manipulation de l'information, mais également un climat d'insécurité réservé aux journalistes.

Les rapports internationaux les plus récents alertent sur un recul préoccupant de la liberté d'expression et une augmentation des menaces contre les journalistes. À cet égard, notre responsabilité est collective. Par ma voix, le gouvernement réaffirme l'attachement de notre pays aux principes de liberté de la presse, la volonté des pouvoirs publics de promouvoir un environnement médiatique pluraliste et responsable, fondé notamment sur le renforcement de la professionnalisation des acteurs des médias. Enfin, notre détermination, celle du gouvernement, à garantir la sécurité des journalistes.

Mesdames et Messieurs,

Il s'agit de garantir, à chaque citoyen, le droit d'être informé librement, de faire de la presse un levier de cohésion nationale, de progrès et de stabilité. En ce jour

libre, indépendante et responsable.

Mesdames et Messieurs,

Le gouvernement, en concertation avec les acteurs et professionnels du secteur, en tête desquels le régulateur des médias, à savoir le Conseil supérieur de la liberté de communication, mettra en œuvre des réformes nécessaires pour adapter notre cadre juridique et institutionnel aux évolutions du paysage médiatique. A cet effet, il prendra les initiatives nécessaires pour qu'une concertation soit lancée, sous des formes et procédures à préciser, afin que nous revisitions, tous ensemble, les grands textes législatifs et réglementaires qui régissent notre secteur de la communication et des médias depuis déjà un quart de siècle.

Mesdames et Messieurs, Chers compatriotes,

En conclusion, le gouvernement lance un appel aux professionnels des médias pour un journalisme éthique, rigoureux et responsable; un appel également aux autorités publiques pour un dialogue permanent et fécond avec la presse; un appel à la société civile, pour une défense active de la liberté d'expression; enfin, un appel aux partenaires internationaux, pour un soutien continu au développement des médias congolais. Vive la liberté de la presse! Vive la République! Je vous remercie.

O.c.d.h (Observatoire congolais des droits de l'homme)

# Pour les droits des autochtones et communautés locales dans la gouvernance forestière

L'O.c.d.h (Observatoire congolais des droits de l'homme) a organisé, vendredi 24 avril 2026, à l'Hôtel Saint François de Paule, à Brazzaville, un atelier multi-acteurs de plaidoyer sur la prise en compte des droits des populations autochtones et des communautés locales, dans le partage des bénéfices et les obligations des sociétés forestières.

Organisé avec l'appui technique de l'O.n.g internationale F.p.p, «Forest peoples programme» (Programme des peuples forestiers), et le soutien financier du Programme Redaa mis en place par le gouvernement britannique, l'atelier de l'O.c.d.h a permis d'analyser les résultats issus d'une mission effectuée auprès des populations autochtones et des communautés locales. Le but étant de recueillir les contributions des participants à l'atelier et de formuler les recommandations concrètes à l'attention des autorités publiques, pour la prise en compte des droits des populations autochtones et des communautés locales dans le partage des bénéfices et les obligations des sociétés forestières. Cela répond à la mise en œuvre du Projet «promouvoir la reconnaissance et la mise en œuvre des droits des peuples autochtones, afin d'améliorer la gouvernance des terres et des ressources naturelles et d'enrayer la dégradation de l'environnement au Congo et en RD Congo». Ouvert et clôturé par Aubin Djondo-Kendé, directeur des mécanismes de consultation et de la coopération à la Direction générale de la promo-



Les responsables et les participants à la fin de l'atelier.

tion des peuples autochtones, au Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, l'atelier s'est déroulé en présence de Lassana Koné, juriste et représentant de F.p.p, et Quentin Géodefroid Banga, coordonnateur des programmes à l'O.c.d.h. A noter qu'au Congo, les forêts couvrent environ 65% du territoire national, qui fait partie du Bassin du Congo, l'un des principaux réservoirs forestiers, deuxième massif forestier tropical au monde après l'Amazonie. Cette richesse naturelle joue un rôle essentiel tant sur le plan écologique qu'économique. L'économie congolaise repose en grande partie sur l'exploitation des ressources naturelles, en particulier les hydrocarbures et les res-

sources forestières. Le secteur pétrolier constitue la principale source de revenus de l'Etat et contribue, de manière significative, au produit intérieur brut (P.i.b), tandis que le secteur forestier, bien moins dominant, demeure le pilier important de la diversification économique et d'emplois. Pour Quentin Géodefroid Banga, «le contexte est marqué par des enjeux majeurs de gouvernance, une dynamique de dialogue nécessaire et urgente, les attentes claires et partagées et un appel à la responsabilité collective». Pour sa part, Lassana Koné a indiqué que «le Congo occupe une place importante dans le massif forestier du Bassin du Congo. Mais, la forêt n'est pas seulement une richesse écologique ou

économique, c'est aussi un espace de vie, de mémoire, de culture et de subsistance pour les populations autochtones et les communautés locales».

A son tour, Aubin Djondo-Kendé a relevé que «pour améliorer la gestion forestière et garantir aux populations autochtones la jouissance de leurs droits collectifs et individuels dans les zones d'exploitations forestières, les recommandations des dynamiques locales et internationales soulèvent toujours, de nos jours, des problèmes pratiques de vulgarisation de droits, de non-respect des cahiers de charge, de partage des bénéfices, de développement local et de participation ou d'inclusion effective des communautés concernées aux projets de développement». A la fin des travaux, les participants ont adopté une série de recommandations.

Martin BALOUATA-MALEKA

## Lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté !

Yakamambu a constaté que notre capitale Brazzaville méritait bien son sobriquet dont l'avait affublé André Davesne, «Brazzaville-la-verte». Souviens-toi de ce que nous avons lu, au C.m.2, à l'Ecole primaire Saint-Joseph de Baongo, dans notre livre de lecture «Mamadou et Bineta sont devenus grands»: «Brazzaville est un immense parc: partout des pelouses de «pasallum», ce tendre chiendent, qui résiste à des mois de sécheresse; des pergolas qu'escaladent des plantes grim-pantes; des arbres magnifiques: palmiers aux élégants panaches, manguiers couverts de fruits qui pendent au bout de longs pédoncules, «arbres de fer» aux voûtes harmonieuses d'où tombent de lourdes grappes violettes qui ressemblent à la glycine, acacias de toutes espèces au feuillage dentelé délicat et mobile, et surtout flamboyants qui sèment dans «Brazzaville-la-verte» la splendeur pourpre de leurs bouquets».

Ce ne sont plus, malheureusement, ces pelouses et ces arbres qui verdissent Brazzaville. La plupart ont été soit abattus soit détruits voire enlevés pour céder la place aux villas et autres immeubles que l'on y construit à qui-mieux-mieux et dont d'autres ne sont que des éléphants blancs.

Aujourd'hui, ce sobriquet de «Brazzaville-la-verte» demeure quand même, grâce aux taxis et aux foulas-foulas tous peints en vert-blanc, conformément à un arrêté municipal. En effet, sur cent voitures qui roulent dans Brazzaville-la-verte, 98% sont des foulas-foulas et des taxis. Quand l'on se trouve dans les Avenues de la Paix, de l'O.u.a, des Trois Martyrs, Marien Ngouabi à Talangaï, etc, l'on ne voit que du vert-blanc partout.

Ne sois pas surpris que l'un de ces jours, la couleur verte ne devienne la couleur officielle de «Brazzaville-la-verte» et que tous les immeubles et les murs des parcelles soient peints en vert. D'ailleurs, Brazzaville ne serait pas la première ville dans le monde à avoir une couleur spécifique. Il y a Jérusalem dont la couleur officielle est le blanc, Toulouse, la couleur Rose, Dublin, la couleur verte, etc.

Brazzaville-la-verte oyé!  
Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

Direction nationale de la B.e.a.c

# Lancement de la collecte des données de la Balance des paiements 2026

La Direction nationale de la B.e.a.c (Banque des Etats de l'Afrique centrale) a officiellement lancé, mardi 21 avril 2026, à son siège à Brazzaville, le processus de collecte des données nécessaires à l'élaboration des balances des paiements trimestriels, au titre de l'année 2026. Présidée par Serge Dino Daniel Gassackys, directeur national de la B.e.a.c, la cérémonie de lancement de ce processus s'est déroulée en présence de Gatién Wenceslas Ondaye Obili, premier adjoint au directeur national de la B.e.a.c, et de Mme Sylvie Loubaki Mansiamina, cheffe de service des statistiques monétaires, financières et extérieures à la B.e.a.c.

La balance des paiements (B.d.p) est un outil essentiel d'analyse et de pilotage des relations économiques d'un pays avec l'extérieur. C'est un instrument-clé d'aide à la décision, en tant qu'outil central d'analyse et de pilotage de l'économie nationale. Au cours de la cérémonie de lancement, les participants ont été édifiés par deux exposés, dont l'un a porté sur le «cadre de confection de la balance des paiements du Congo, exercice 2026», présenté par Nkoud-Mongo, assistant de direction en charge de l'élaboration de la balance des paiements, et le second sur l'utilisation de l'application permettant la collecte des données, présenté par Mme Mouemette Nganziami, cadre au

service des statistiques monétaires, financières et extérieures, sous la modération de Mme Sylvie Loubaki Mansiamina. Dans l'assistance, il y avait les correspondants en statistiques, impliqués dans le dispositif national de production des statistiques du secteur extérieur à la Banque centrale, notamment les administrations publiques, les établissements financiers et les entreprises. Dans son mot de circonstance, Serge Dino Daniel Gassackys a attiré l'attention des participants au regard de l'environnement économique international, marqué par de nombreuses incertitudes, notamment les tensions géopolitiques, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et le retour des

pressions inflationnistes. C'est ainsi que la maîtrise de l'information économique devient un enjeu stratégique. On ne peut pas piloter une économie que l'on ne mesure pas correctement, a-t-il insisté. La production des statistiques fiables, régulières et comparables est un impératif pour renforcer la résilience de l'économie. Le directeur national de la B.e.a.c a, également, précisé que «sur une évolution importante, le Fonds monétaire international (F.m.i) a engagé la transition vers la septième édition du «Manuel de la balance des paiements», dont la mise en œuvre est prévue à l'horizon 2027». Ce nouveau cadre permettra de mieux prendre en compte: la digitalisa-



Gatién Wenceslas Ondaye Obili et Serge Dino Daniel Gassackys.

tion de l'économie; la complexité croissante des flux financiers et les nouveaux instruments du commerce international. Les résultats attendus dépendent de l'engagement des statisticiens impliqués. Ces derniers doivent redoubler d'efforts, pour améliorer la qualité des déclarations et respecter rigoureusement les échéances. Par ailleurs, Serge Dino Daniel

Gassackys a rappelé que «dans le contexte actuel, celui du nouveau quinquennat du Président Denis Sassou Nguesso, il est primordial de diversifier notre économie, pour sortir de la dépendance du pétrole. Avec cet objectif, la disponibilité des statistiques fiables et régulières est plus que jamais indispensable. Au titre de la Balance des paiements 2024, nous avons enregistré un taux de

collecte de 98% sur un échantillon de 136 déclarants. Ce qui a permis de produire et de valider la balance des paiements dans de bonnes conditions. Toutefois, les performances enregistrées pour l'année 2025 appellent à la vigilance. Le niveau de collecte, qui s'élève à l'heure actuelle, à 41,81%, doit nous interpeller collectivement. Les travaux récents du Comité national de la balance des paiements ont mis en relief plusieurs difficultés structurelles, qui se résument autour des retards dans la transmission des données, des incohérences dans certaines déclarations, une participation insuffisante de certains acteurs, notamment du secteur public et des organisations internationales». Ces insuffisances ont des conséquences qui se traduisent, entre autres, par le retard de la production des statistiques. A noter que la B.e.a.c, en tant qu'institution centrale, assure la coordination de la collecte, la consolidation et la diffusion des données. Les travaux ont été clôturés par Gatién Wenceslas Ondaye Obili qui a affirmé que «la lecture de la balance des paiements, n'est pas une lecture comptable au sens de la comptabilité générale. C'est la comptabilité des transactions avec l'extérieur».

Martin BALOUATA-MALEKA

Semaine africaine de la vaccination

# Une avancée majeure au Congo, dans la lutte contre la mortalité néonatale

La 16<sup>ème</sup> édition de la S.a.v (Semaine africaine de la vaccination), sous le thème, «*Pour chaque génération, les vaccins sont efficaces*», s'est déroulée du vendredi 24 au jeudi 30 avril 2026, sur toute l'étendue du territoire national. Lancée lors d'une cérémonie, le vendredi 24 avril 2026, dans l'enceinte de l'Hôpital spécialisé Mère-enfant Blanche Gomès, à Brazzaville, par le prof Jean-Rosaire Ibara, ministre de la santé et de la population, cette campagne de vaccination était couplée à l'introduction, dans le calendrier national de vaccination, de la dose de naissance du vaccin contre l'Hépatite B. Ce faisant, le Congo a rejoint les 115 pays déjà engagés dans l'élimination de l'Hépatite B à l'horizon 2030.

En attendant que le P.e.v (Programme élargi de vaccination) ne publie les statistiques relatives à la 16<sup>ème</sup> édition de la S.a.v (nombre de nouveau-nés vaccinés, par localité, les équipes déployées), on peut dire qu'avec la réalisation de cette campagne, le Congo améliore ses efforts dans la couverture vaccinale qui se situe au-delà des 80%. Comme l'a souligné le Dr Vincent Dossou Sodjinou, représentant-résident de l'O.m.s au Congo, lors de la cérémonie de lancement de la S.a.v, le Ministère de la santé et de la population doit intégrer pleinement la vaccination dans les soins de santé primaires et assurer un accès équitable aux vaccins. Les professionnels de santé doivent continuer à être les premiers ambassadeurs de la confiance vaccinale dans les communautés, alors que



A droite, le ministre Ibara, lors du lancement de la semaine africaine de vaccination.

les partenaires et les organisations de la société civile sont invités à poursuivre leur engagement, pour soutenir des solutions adaptées aux réalités locales.

La 16<sup>ème</sup> édition de la S.a.v a revêtu, pour le Congo, une portée historique, a reconnu le ministre Ibara, avec l'introduction officielle, dans le calendrier vaccinal, de la

dose de naissance du vaccin contre l'Hépatite B, un fléau silencieux à combattre à tout prix. «*Dans notre région africaine, la prévalence dépasse parfois 8% dans certains pays, et la transmission de la mère à l'enfant à la naissance est un mode de contamination majeur. Un nourrisson infecté a jusqu'à 90% le risque de développer une*

*infection chronique, évoluant vers la cirrhose ou le cancer primitif du foie*», a-t-il expliqué. Le Congo a décidé de renverser la tendance, pour éliminer l'Hépatite B. «*Désormais, chaque nouveau-né sur le sol congolais recevra, dans les 24 heures suivant sa naissance, une dose monovalente de vaccin contre l'Hépatite B, avec une efficacité préventive proche de 90%. Le Congo rejoint ainsi les 115 pays déjà engagés dans l'élimination de l'Hépatite B à l'horizon 2030*».

Le Congo est classé parmi les pays à forte prévalence, bien que la plupart des études menées sur les hépatites virales soient parcellaires et concernent particulièrement certains groupes de populations, comme les femmes enceintes, les donneurs de sang, les drépanocytaires, les populations autochtones, les militaires et les étudiants. Avec l'introduction de ce vaccin, le pays fait un pas en avant dans la lutte contre l'Hépatite B. Cette campagne a aussi permis de renforcer la couverture vaccinale, notamment contre la rougeole et la rubéole.

Urbain NZABANI

Commentaire

## Savoir utiliser le temps relève du pragmatisme

La notion du temps doit être de rigueur à cause du retard que nous avons accumulé depuis longtemps. Cela permet de hâter le processus de développement. Les anglo-saxons que l'on considère, de par le monde, comme étant les maîtres de l'art du pragmatisme, disent avec leur flegme habituel, dans la langue de Shakespeare, s'agissant de l'utilisation du temps, «*Time is money*» (Le temps, c'est de l'argent). Et tout le monde le comprend bien.



Une horloge indiquant l'heure pour maîtriser le temps.

Lorsque le temps est bien géré, cela peut apporter des gains appréciables au pays. Pour bien saisir la complexité de ce phénomène, force est de reconnaître que le temps est sans aucun doute l'une des plus importantes composantes de notre existence, car c'est la vie devant soi: cette vie est faite d'activités et de repos.

Chaque jour, certains membres de notre entourage proche et lointain n'ont de cesse que le refrain temps aux lèvres: «*Je n'ai pas le temps; j'ai perdu mon temps; je cours après le temps...*». Gérer le temps ne consiste pas seulement à faire en sorte que notre entourage puisse exécuter une quantité de travaux toujours plus importante. Il faut aussi que toutes les éventualités soient examinées et que les projets, propositions et phases d'exécution soient programmés en temps et en heure.

Un dirigeant dispose de quatre ressources principales pour mener à bien une tâche: le personnel; l'équipement; l'argent et le temps. Le temps est irremplaçable et l'une des tâches les plus contraignantes du dirigeant consistera à régler son emploi du temps comme celui de ses collègues et patrons. Son but ne doit pas seulement être d'accroître le nombre et la qualité des travaux, il doit également consister à lui assurer qu'il réalise une carrière optimale, c'est-à-dire, en fait, que cette part de sa vie est consacrée à la réalisation d'objectifs personnels et professionnels. Le dirigeant ayant des responsabilités familiales doit employer et planifier judicieusement le temps. Certaines études montrent qu'un dirigeant d'entreprise efficace utilise à peu près son temps d'activités de la manière suivante:

- 10% pour la réflexion;
- 10% pour la lecture;
- 15% pour la résolution des problèmes;
- 15% pour la planification déléguée;
- 20% pour le téléphone;
- 30% pour les réunions prévues.

Lorsque le temps est bien géré, cela apporte des gains appréciables à l'entreprise. A noter qu'à force d'être toujours en retard, de toujours tout remettre au lendemain, certaines personnes finissent par se rendre la vie impossible. Le temps est un outil au service de la réussite, en rapport avec certains aspects de notre vie.

Martin BALOUATA-MALEKA

Pour m'informer, je fais confiance à L'Horizon Africain. Je m'abonne!  
Tél.05 543.82.76 / 06 662.37.39 / 06 626 89 15

Conférence de Café philo de l'I.f.c de Brazzaville

# Le Dr Dimitri Ovenanga-Koumou et l'approche de la problématique de la vérité

L'Espace Café philo de l'I.f.c de Brazzaville (Institut français du Congo) a organisé, samedi 25 avril 2026, un débat sur le thème, «*La vérité: existe-t-elle en dehors de notre perception?*». Animé par Dimitri Ovenanga-Koumou, docteur en philosophie, enseignant-chercheur à l'Université Marien Ngouabi, ce débat a connu une conclusion sous forme d'interrogation aussi: *la vérité est-elle universelle ou subjective? Peut-on dire que la vérité est relative en fonction des cultures et des contextes? Quel rôle joue la vérité dans les relations humaines? La vérité est relative en fonction des cultures et des contextes.*

Pour le conférencier, «*la vérité se joue entre deux couples. Le premier couple, c'est le sujet et sa pensée. Le deuxième couple, c'est l'objet et son sens. Il y a vérité, lorsqu'il y a adéquation entre la pensée du sujet et le sens ou l'être de l'objet. S'il y a déphasage entre la pensée du sujet et l'être de l'objet, dans ce sens, il n'y a pas de vérité*».

En philosophie, la vérité n'est qu'un idéal, puisqu'elle n'est jamais trouvée, on ne l'atteint jamais, elle s'inscrit toujours dans l'horizon. Le philosophe allemand Nietzsche qualifie les chercheurs de la vérité de tristes chevaliers de la triste figure. Pour lui, on ne peut en au-



Une vue des participants.

cune manière la trouver, puisqu'elle n'est que notre propre perception, a dit Dimitri Ovenanga-Koumou.

Dans son message à l'endroit du grand public, le conférencier a souligné que

«*même si la vérité n'est pas trouvée, il ne faudrait pas que chaque conscience se lasse. Il faudrait que chacun soit, à la mesure de ses moyens, à la mesure du degré inférieur ou supérieur de*



Dr Dimitri Ovenanga-Koumou.

*son intelligence, puisqu'en cherchant la vérité, on essaie de dire ce que l'on pense, puisque la connaissance n'est jugée que par le degré de la vérité qu'on trouve*».

Le débat a regroupé des enseignants de philosophie, des étudiants et des personnes de divers horizons intéressés à la réflexion philosophique.

Martin BALOUATA-MALEKA

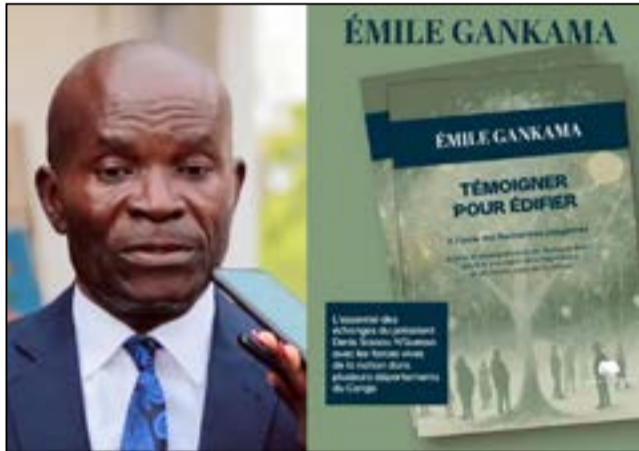
Livre: «Témoigner pour édifier»

# Emile Gankama revisite les rencontres citoyennes de Denis Sassou-Nguesso

**Journaliste, sociologue et écrivain, Emile Gankama, qui est actuellement directeur des rédactions du quotidien Les Dépêches de Brazzaville, a publié, cette année, un essai intitulé, «Témoigner pour édifier», qui fait la quintessence des rencontres citoyennes tenues par le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, entre 2009 et 2025, dans plusieurs départements du pays. Présenté le 19 février dernier, l'ouvrage tire des enseignements utiles de ces rencontres citoyennes où le Chef de l'Etat échange, de manière direct et franche, avec ses concitoyens sur les problèmes du pays qui les préoccupent.**

Publié par les Editions Le Manguier et préfacé par le ministre Juste Désiré Mondélé, l'ouvrage d'Emile Gankama, d'un volume portable de 85 pages, s'appuie sur une quinzaine d'années de rencontres citoyennes tenues par le Président de la République dans les chefs-lieux de départements. En sa qualité de journaliste, l'auteur y a assisté et il en livre aujourd'hui une lecture structurée, à la fois descriptive et réflexive. «Ces rencontres sont des passerelles de communication (...) elles permettent (...) de mieux cerner les idéaux qui nous portent et les problèmes auxquels les populations sont confrontées», écrit-il.

Les rencontres citoyennes ont pour caractéristiques de donner librement la parole aux forces vives locales, les sages, les notabilités, les cadres et les simples ci-



Emile Gankama et son ouvrage.

toyens, suivant le principe, «que personne ne craigne de dire ce qui lui tient à cœur», comme le rappelle l'auteur, en rapportant une citation du Président Denis Sassou-Nguesso.

Au fil des pages, Emile Gankama met en lumière des préoccupations récurrentes soulevées par les citoyens: infrastructures; agriculture;

sécurité, environnement, etc. Dans plusieurs localités, souligne-t-il, les échanges ont parfois pris un ton direct, les populations abordant des sujets sensibles «sans langue de bois».

Pour le journaliste écrivain, l'intérêt de ces rencontres réside aussi dans leur impact dans la prise de décision. «Ce contact direct (...) per-

met assurément d'apporter quelques correctifs aux rapports officiels», observe-t-il. Une manière, selon lui, de rapprocher la parole institutionnelle des réalités du terrain. Le moins qu'on puisse dire est que le nouvel ouvrage d'Emile Gankama propose un retour d'expériences fort édifiant des rencontres citoyennes initiées par le Président Denis Sassou-Nguesso, en leur donnant un repère d'archives publics. Il pose aussi, en filigrane, la question du suivi des engagements pris. Sur ce point, l'auteur insiste sur la responsabilité des acteurs chargés de relayer les décisions prises: «Il est important que les relais soient pris (...), pour donner suite aux engagements publics». Un enjeu qu'il juge déterminant pour la crédibilité de ces initiatives.

À travers cet ouvrage, Emile Gankama suggère ainsi une mise en perspective d'un dispositif de dialogue qui, au fil des années, s'est installé dans le paysage politique congolais comme instrument de gouvernance publique, tout en posant, en retour, la question de son efficacité.

Roland KOULOUNGOU

Livre

## «De la liberté de la presse à la presse de la liberté» d'Asie Dominique de Marseille



La présentation du livre d'Asie Dominique de Marseille.

A l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 2026, les Éditions Edition999, basée en France, ont publié plusieurs ouvrages parmi lesquels l'essai du journaliste et écrivain congolais, Asie Dominique de Marseille, intitulé: «De la liberté de la presse à la presse de la liberté». Cet ouvrage sera disponible au Congo dans les tous prochains jours, a annoncé l'auteur.

Comme en lutrin

## Fuyez les zones stériles

Puisque vous vous êtes accommodés à cet endroit, vos habitudes sont devenues une seconde nature. Il est difficile de partir, car vous craignez de blesser, mais il s'agit de votre destinée. Chercher à plaire aux hommes plutôt qu'à Dieu conduit beaucoup à passer à côté de leur destinée. Beaucoup se réveillent dix ans plus tard en disant: «Si j'avais su...».



La couverture du livre d'Annick Imbou

Les zones stériles sont des lieux où, même si vous plantez des arbres, ils finiront par sécher. «Heureux l'homme qui ne marche pas selon le conseil des méchants... Il est comme un arbre planté près d'un courant d'eau...» (Psaumes 1: 1-3).

Un arbre qui donne du fruit est planté dans une zone fertile, où l'eau est abondante. Où êtes-vous en ce moment ? Dans un lieu fertile ou stérile? «Vous pouvez perdre toutes vos libertés, sauf celle de choisir». Vous avez le choix: rester ou partir maintenant, cette année. Vous avez longtemps demeuré autour de cette montagne, mais Dieu avait déclaré à Moïse: «Il est temps que vous partiez» (Nombres 32:13). Vous avez attendu le «bon moment», mais parfois vous devez créer vous-mêmes ce moment. Jésus s'est humilié lui-même, sans attendre que son Père l'humilie (Philippiens 2:8).

Dire «j'attends que Dieu me dise de partir» revient à ignorer ce que Dieu nous a donné. Dieu nous a donné des têtes, des yeux et l'intelligence pour analyser, réfléchir et juger. Ces dons nous permettent d'observer, discerner et prendre des décisions adéquates. Ne laissez pas la peur ou l'habitude vous retenir dans un lieu qui n'est pas destiné à vous. Le temps de partir peut-être maintenant, même si cela semble difficile. Prendre des décisions éclairées fait partie de marcher dans votre destinée. La liberté de choisir est un cadeau que Dieu nous a donné pour avancer dans la vie et la foi.

Dre Annick IMBOU

Musique

# Fally Ipupa enflamme le Stade de France: un double concert historique

À l'occasion de ses 20 ans de carrière artistique, Fally Ipupa (48 ans) a marqué l'histoire de la musique congolaise, le samedi 2 et le dimanche 3 mai 2026, en se produisant en tête d'affiche dans deux concerts au Stade de France, dans une ambiance de feu. C'est le premier artiste africain francophone à réaliser une telle prouesse, dans un stade d'une capacité modulable de 80 mille places.

Le chanteur congolais (RD Congo) a rassemblé près de 65 mille fans à chaque concert, autour d'un spectacle mêlant rumba, afrobeat et sonorités urbaines. Il a offert un spectacle de grande envergure, salué pour son énergie et sa qualité artistique, confirmant son positionnement parmi les figures incontournables de la musique africaine contemporaine. L'Ambassade de son pays en France a rendu hommage à Fally Ipupa, en le qualifiant d'ambassadeur culturel dont le parcours contribue au rayonnement de la RD Congo à l'international.



Fally Ipupa, un double Stade de France historique.



Le podium au Stade de France.

Céleste Exaucé SINDOUSSOULOU

Littérature

# Le roman d'Alban Mabiala Nsimba: un hommage à sa tendre mère

**Publié le 11 décembre 2024 par les Editions Persée, basées en France, le roman d'Alban Mabiala Nsimba, «L'amour inconditionnel d'une mère pour son fils», s'impose comme une fresque dense de 546 pages où se mêlent récit autobiographique, méditation philosophique et analyse sociologique. A travers une écriture nourrie par le travail du deuil et de la mémoire, l'auteur, journaliste indépendant basé au Canada et originaire du Congo-Brazzaville, rend un hommage poignant à sa mère disparue, tout en interrogeant les dynamiques identitaires au cœur des trajectoires migratoires contemporaines.**

Préfacé par le prof Benoît Elie Awazi Mbambi Kungu, le roman d'Alban Mabiala Nsimba s'inscrit dans une double perspective, à la fois élogieuse et eulogique. Il ne s'agit pas seulement d'exalter la figure maternelle, mais également de faire de l'écriture un acte performatif de reconnaissance et de réparation. L'éloge devient ainsi un espace de parole où le fils tente de dire «le bien» d'un être disparu, transformant la perte en expérience narrative. Cette démarche, profondément ancrée dans une phénoménologie de l'identité narrative, rappelle que le récit constitue un moyen privilégié, pour recomposer le sens de l'existence après la rupture de la mort.



Alban Mabiala Nsimba, à côté de la couverture de son roman.

«L'amour inconditionnel

d'une mère pour son fils» est un roman qui se déploie en deux grandes séquences. La première, enracinée au Congo-Brazzaville, retrace l'enfance et la jeunesse de l'auteur, dans un univers fa-

miliaire polygame, marqué à la fois par les solidarités, les tensions et les complexités sociales. Les liens affectifs, les conflits internes et les logiques culturelles y sont décrits avec précision, offrant

un tableau vivant des réalités sociales africaines.

La seconde partie suit la trajectoire migratoire de l'auteur vers le Canada, amorcée en 2005, et explore les défis de l'intégration dans une société multiculturelle. Cette structuration narrative reflète une tension constante entre enracinement et déracinement, entre mémoire et recombinaison identitaire.

Comme le souligne le résumé éditorial, l'œuvre «mêle avec finesse l'intime et le collectif», en abordant les complexités des sociétés africaines postcoloniales à travers une expérience personnelle élargie. L'espace romanesque devient ainsi un lieu d'articulation entre micro et macrosociologie: d'un côté, l'histoire familiale, les épreuves intimes et les relations interpersonnelles; de l'autre, les enjeux globaux liés aux migrations, aux inégalités et aux politiques d'accueil.

**Joseph MWISSI NKIENI**  
(Voir l'article entier sur le site Internet de L'Horizon Africain)

C.m.e.t (Cercle de mouvement d'éveil de la jeunesse)

## Les écrivains Henri Djombo et James Gassongo célébrés par la Folire

Le C.m.e.t (Cercle de mouvement d'éveil de la jeunesse) a organisé, samedi 18 avril 2026, au Centre culturel Zola, à Brazzaville, la première édition de la foire du livre dénommée «Folire», visant à promouvoir la lecture et valoriser les auteurs congolais. L'événement, placé sous le patronage du président du C.m.e.t, Bayonne Tchikounh, a été couplé à un concours de lecture expressive et a réuni plusieurs acteurs du monde littéraire congolais, dont les écrivains Henri Djombo et James Ngassongo.



Henri Djombo et James Gassongo (à g.)

Au cours de la manifestation culturelle, les romans des deux auteurs, «Une semaine au Kinango» de Henri Djombo, et «Les malades en vadrouille», de James Gassongo, ont été présentés au public, en présence de l'écrivain Rosin Francis Emerson Loemba et du prof Edouard Ngamoutsika, de l'A.u.f (Agence universitaire de la Francophonie). Éléves, étudiants et passionnés de littérature ont également pris part à cette rencontre, animée par la journaliste Mondésire Ikando.

Abordé par la presse, l'écrivain Henri Djombo a mis en lumière les inégalités sociales abordées dans son œuvre. «L'homme politique est observateur, avisé et assidu. J'écris ce que j'observe; ne pas le dire serait synonyme d'abandon», a-t-il déclaré. Il a, par ailleurs, salué l'initiative du Folire, qu'il considère comme «excellente» et digne d'être soutenue pour son développement. Selon lui, une telle organisation pourrait attirer davantage d'écrivains, de lecteurs et faciliter l'accès aux livres. Pour sa part, James Gassongo a estimé que la littérature congolaise nécessite un soutien accru. «Nous avons le devoir de la promouvoir. Nos écrivains étaient autrefois visibles dans l'espace francophone. Aujourd'hui, ils le sont moins», a-t-il affirmé, appelant à la multiplication des initiatives culturelles.

Selon le coordonnateur du C.m.e.t, Didier Messie Lelekat, l'objectif principal de la Folire est de redonner le goût de la lecture à la jeunesse congolaise et d'accroître la visibilité des auteurs nationaux ainsi que de leurs œuvres. «Nous avons constaté que les jeunes s'éloignent progressivement de la lecture. Ce concours vise à raviver leur intérêt et à valoriser l'expression orale», a-t-il laissé entendre.

Au-delà de l'événement, «Folire» met en lumière une urgence: celle de sauver une culture du livre en perte de vitesse face à de nouveaux usages. Sans un engagement durable, la littérature congolaise risque de s'effacer progressivement du débat public.

**Roland KOULOUNGOU**

### Grand Casino de Paris (France)

# Cedro la loi en guest-star au prochain concert de Zily, la diva mahoraise

**Décidemment, les salles de spectacle Casino portent bonheur à l'artiste congolais Cedro la loi. Après sa brillante prestation du 7 mars dernier, au Nouveau Casino de Paris, où il s'était produit, en invité-vedette du concert de son compatriote musicien, Dj Rox Hikartashi, le voici maintenant annoncé au Grand Casino de Paris, dans le neuvième arrondissement, le vendredi 22 mai 2026, toujours en invité-vedette, mais, cette fois-ci, de Zily, une célèbre musicienne mahoraise, de la région de l'Océan indien.**

Mais, qui est donc Zily, l'hôte de Cedro la loi?

De son vrai nom Amida Zily, l'artiste Zily est originaire de l'île Mayotte, où sa popularité lui vaut le surnom de La Diva. Elle commence sa carrière dans le chant traditionnel mahorais, avant de l'enrichir, par la fusion, à d'autres genres musicaux, tels que la pop, l'amapiano, l'afrobeat, jusqu'aux sonorités électroniques.

Couronnée de succès, l'expérience voit ses échos voyager, loin, jusqu'au cœur de la métropole: Paris. C'est cette ville lumière qui lui ouvre de nouveaux horizons. Opportunément, elle va taper à l'œil du dynamique label Alexsoon Production, qui s'éprendra de son talent, au point de la présenter en concert. Celui-ci est programmé le



L'affiche du concert

vendredi 22 mai 2026, à 20h, dans la mythique salle du Grand Casino de Paris.

D'une capacité de plus de deux mille places, la prestigieuse salle est située,

16, rue de Clichy, dans le neuvième arrondissement de Paris.

Au centre des enjeux de cette musicienne en pleine explosion, son implantation à l'internationale, pour laquelle la capitale française pourrait jouer un rôle majeur, grâce à la puissance de son réseau médiatique et culturelle. Mais, avant d'en arriver-là, il lui faudra d'abord convaincre l'exigeant public français, un défi bien à sa portée, vu son potentiel.

Redoutable showman devant l'éternel, l'apport de Cedro la loi pourrait être d'une grande utilité. Avec son style torride et sa légendaire puissance de Rambo, il est capable de retourner les salles, jusqu'aux plus froides! Sa récente prestation au nouveau Casino de Paris, sous le même label, Alexsoon Production, a marqué le public, même si celui-ci était resté sur sa faim, en raison de la brièveté de sa prestation. Sauve son authenticité stylistique, inspirée du folklore kongo, empreinte du

groupe «Nuit-à-Nuit», auquel il reste attaché, on observe chez cet artiste une évolution de ses sonorités vers une musique plus fine, mieux «élaborée», donc plus susceptible de plaire à un public plus large. En témoigne son dernier single, «Nzela ya ebende», une chanson à ligne mélodique charnière, où l'excellent Murphy, au synthétiseur, surprend par la délicatesse de ses beats.

Au confluent des océans indien et atlantique, la combinaison artistique que propose ce concert inédit, unique en son genre, par l'originalité de ses acteurs, mérite la curiosité

des mélomanes, en raison de l'immensité du potentiel rythmique réalisable en cette occurrence. Au public d'être au rendez-vous, pour en sucer la substantifique moelle une fois, plutôt que d'en entendre parler mille fois. A l'heure où nous mettons sous presse, la Fnac, principal point de vente des billets en ligne, annonce l'événement très demandé. Pour se prémunir de toute mauvaise surprise, il vaut mieux pré acheter son billet, le premier palier étant à 46 euros.

**Guy Francis TSIEHELA**  
Chroniqueur musical  
(Paris, France).

# Justice: il est temps de sortir la police et la gendarmerie du «piège» de l'arbitraire civil

**La justice, c'est le cœur de la République. Mais au quotidien, son fonctionnement est miné par des dérives qui mettent à mal l'État de droit. Au Congo, la police et la gendarmerie judiciaires sont trop souvent détournées de leur mission pénale, pour se muer en juges de conflits purement civils. Ce glissement, alimenté par le népotisme et le mépris des décisions de justice, crée un climat d'insécurité juridique qui fait fuir les investisseurs et fragilise la paix sociale. Avec l'arrivée d'un nouveau souffle au Ministère de l'intérieur et de la décentralisation, il est urgent d'engager une vraie réforme, pour éviter ces dérives de la police et de la gendarmerie judiciaires et redonner à nos forces de sécurité publique, leur intégrité professionnelle dans le cadre de leurs missions régaliennes.**

La confiance des investisseurs et mêmes des touristes dans un pays repose sur la clarté de ses institutions et de leurs compétences, la stabilité, le respect des droits de l'homme, la sécurité publique et judiciaire. Pourtant, au Congo, un mal silencieux gangrène notre système judiciaire: l'ingérence systématique de la police et de la gendarmerie judiciaires dans des affaires qui devraient être réglées par les tribunaux civils. Cette dérive, devenue presque banale et qui est rentrée dans les habitudes de notre société, transforme nos commissariats de police et nos brigades de gendarmerie en sortes de tribunaux privés.

**Résultat? L'État de droit et la sécurité juridique en prennent un coup**

Aujourd'hui, c'est devenu courant: un conflit de succession, un loyer impayé, un différend commercial ou une simple dispute conjugale peut se transformer en affaire «pénale», grâce à un coup de fil à un officier de police ou de gendarmerie. Dans les bureaux des commissariats de police et brigades de gendarmerie, la loi s'efface devant la pression des agents de l'ordre. Le citoyen poursuivi se retrouve, du jour au lendemain, suspect, placé en garde à vue prolongée, le tout pour le forcer à un accord sous la contrainte. La force publique n'est plus là pour protéger, mais pour servir de bras armé à des règlements de comptes personnels.

Pire encore, les officiers de police judiciaire se permettent parfois des actes qui défont toute légalité. Il arrive qu'ils convoquent des notaires, des

huissiers ou des avocats pour les intimider, même quand le litige a déjà été tranché par un jugement définitif. En ignorant l'autorité de la chose jugée, rendue au nom du peuple congolais, faut-il le rappeler, l'officier enquêteur se prend pour le «super-juge», le «redresseur de tort». Or, souvent, c'est le népotisme qui guide sa main: il veut favoriser un proche et voilà qu'une affaire civile réglée se transforme en calvaire pénal pour le citoyen poursuivi devant lui. Le mépris affiché pour les décisions de justice, par les agents de la Force publique, n'est rien d'autre qu'une atteinte directe aux lois du pays et à l'autorité de l'État.

On ne peut plus fermer les yeux devant les dérives qui mettent à mal l'État de droit. La gendarmerie comme la police nationale comptent des officiers de police judi-

Par maître  
Atigha Dah  
Kana,  
politologue.



ciaire (O.p.j) dont la mission doit être strictement encadrée. Quand un gendarme ou un policier s'improvise arbitre dans un litige foncier, il ne rend pas justice: il la détourne. Ce genre de dérive, c'est le terreau idéal pour la corruption. On se retrouve avec une justice à deux vitesses, où le plus fort impose sa loi. Et au bout du compte, c'est la crédibilité de nos forces de sécurité qui en prend un coup.

**Pour un contrôle interne**

Pour en finir avec ces abus, il faut mettre en place un vrai contrôle interne. Quand une

plainte est déposée, l'agent qui reçoit le dossier doit avoir l'obligation de faire un tri immédiat. Si le caractère pénal des faits est douteux, l'officier de permanence ne doit pas décider tout seul. Il doit être obligé de demander un avis technique aux directions spécialisées de la Police judiciaire ou aux services équivalents de la gendarmerie. Ces unités, composées d'O.p.j plus expérimentés, valideront ou non l'ouverture d'une enquête. Ce garde-fou est indispensable, pour empêcher que des affaires civiles ne basculent dans l'engrenage pénal.

Ce système de «double va-

lidation» responsabiliserait la hiérarchie et couperait les interventions policières des pressions extérieures. En imposant cet arbitrage technique, on protège aussi l'agent de terrain, souvent pris entre des sollicitations contradictoires. Il aurait un cadre clair, pour prendre une décision impartiale. Et si l'avis confirme que l'affaire est bien civile, le dossier serait automatiquement renvoyé vers les voies légales.

**Conclusion**

L'arrivée d'un nouveau ministre à l'intérieur et de la décentralisation est une opportunité historique de tourner la page de ces dérives. Pour ne pas laisser passer cette occasion, il faut imposer une ligne claire: sanctuariser la compétence des O.p.j. Au-delà de la technique, c'est une vraie révolution morale dont nous avons besoin. Il est temps de restaurer une déontologie exigeante, où le policier et le gendarme retrouvent leur noblesse, en servant uniquement la loi pénale. En recentrant leurs missions, on offrira, enfin, aux citoyens, la sécurité juridique qu'ils méritent. Ce «ver» qui ronge notre système judiciaire ne sera extrait que par une volonté politique ferme: rendre le juge au civil; le policier et le gendarme au pénal.

Maître ATIGHA DAH KANA  
Doctorant en Droit  
et Politologie

## Jeunesse et État numérique: l'Afrique formera-t-elle des bâtisseurs ou des exécutants?

**Dans plusieurs pays africains, la Fonction publique se réinvente: discours de modernisation; digitalisation accélérée; promesse d'attractivité pour la jeunesse... Bref, l'État veut redevenir un employeur désirable, capable d'incarner l'avenir. Mais, derrière cette ambition, une question plus profonde se pose: l'État africain forme-t-il une génération capable de maîtriser les systèmes numériques ou une génération destinée à les utiliser sans les contrôler?**

**L'attractivité, nouvel enjeu stratégique**

Longtemps perçue comme rigide, peu valorisée et déconnectée des dynamiques économiques, la Fonction publique tente aujourd'hui de séduire une jeunesse exigeante, mobile et connectée. Pour cela, elle mobilise trois leviers: la digitalisation des services; la modernisation des procédures; la promesse d'une administration performante. Mais, cette stratégie repose sur un présupposé fragile: que la modernisation des outils suffira à transformer la nature de l'État. Or, l'enjeu n'est pas technique. Il est structurel.

**Le basculement du pouvoir**

Au 21<sup>ème</sup> siècle, l'État ne se définit plus uniquement par ses institutions, ses lois et ses infrastructures. Il se définit par sa capacité à maîtriser les données, les systèmes d'information et les plateformes numériques. Le pouvoir ne réside plus seulement dans la décision, mais dans l'architecture qui organise le réel. Dans ce contexte, digitaliser une administration sans en maîtriser les fondements revient à déplacer le problème sans le résoudre.

**Le risque silencieux: produire des bras cassés numériques**

Dans de nombreux programmes de réforme, la digitalisation se traduit par l'introduction de logiciels, la dématérialisation des procédures et la formation à l'utilisation d'outils. Mais,



Par le Dr Chrysostome-Nkoumbi-Samba.

rarement par la maîtrise des architectures, la compréhension des systèmes et la souveraineté sur les données. Il en résulte un phénomène préoccupant: une génération de fonctionnaires numériques... sans pouvoir numérique; des agents capables d'utiliser des interfaces, mais dépendants de systèmes conçus ailleurs; des administrations connectées, mais structurellement fragiles.

**Jeunesse africaine: aspiration ou désillusion?**

La jeunesse africaine ne cherche pas seulement un emploi. Elle cherche du sens, de l'impact et de la capacité d'action. Or, une Fonction publique qui ne maîtrise pas ses systèmes offre peu d'autonomie, peu d'innovation et peu de pouvoir réel. Le risque est alors double: une désaffection des talents et une fuite vers le secteur privé ou l'international. L'État perd ses forces vives, au moment même où il en a le plus besoin.

**L'enjeu central: le numérique de confiance**

La transformation de la Fonction publique ne peut se limiter à la digitalisation. Elle doit s'inscrire dans une logique plus exigeante: le numérique de confiance pour les peuples et la

planète. Cela implique:

- la souveraineté des données;
- la sécurité des systèmes;
- la transparence des processus;
- la traçabilité des décisions;

La confiance ne se décrète pas. Elle se construit dans les architectures.

**Une souveraineté à construire**

Sans cette maîtrise, l'État africain risque de se retrouver dans une position paradoxale: modernisé en apparence et dépendant en profondeur. Il peut former des milliers d'agents, digitaliser ses services, améliorer ses indicateurs... Tout en laissant échapper le contrôle des systèmes qui structurent son fonctionnement. Conséquence: une souveraineté administrative, sans souveraineté numérique.

**Le choix à faire**

L'Afrique est à un tournant. Il est insensé de continuer sur la trajectoire actuelle, avec une digitalisation qui crée la dépendance et la perte progressive de contrôle. Il faut engager une transformation réelle par la formation d'architectes publics, la maîtrise des systèmes et la souveraineté numérique.

**Refonder la Fonction publique**

Pour répondre aux attentes de la jeunesse, l'État doit changer de paradigme. Il ne doit plus recruter seulement des agents, mais former des concepteurs de systèmes publics. Il ne doit plus moderniser des procédures, mais construire des architectures souveraines. Il ne doit plus promettre des emplois, mais proposer une mission: bâtir l'État numérique africain.

**Une vérité intemporelle**

«Mon peuple périt faute de connaissance» (Osée 4:6). Aujourd'hui, un État échoue faute de maîtrise de ses systèmes.

**Conclusion**

La question n'est plus de savoir si la Fonction publique doit se digitaliser. Elle est déjà en cours. La vraie question est ailleurs: qui contrôle les systèmes que cette digitalisation met en place? L'Afrique ne doit pas seulement former une jeunesse connectée. Elle doit former une jeunesse capable de gouverner les systèmes numériques qui gouvernent le monde.

Chrysostome NKOUMBI SAMBA  
Diplômé MBA en management de la sécurité  
des données numériques. (France)